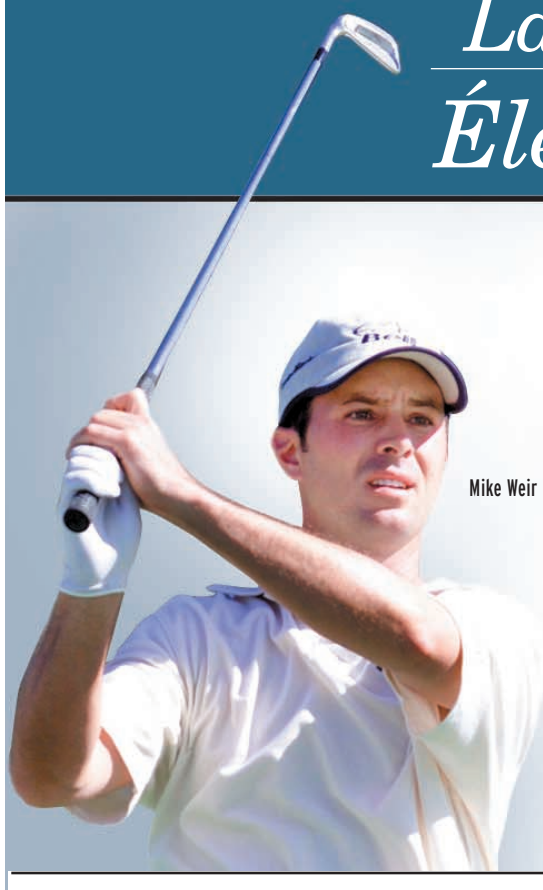


La Personnalité de la semaine : Jean-Pierre Julien page B8
 Élections 2003 : Le sprint de la veille Cahier B



Mike Weir

Tiger remonte,
Weir redescend

Visite chez
les Vazquez

Cahier Sports, page D1



Javier Vazquez

Le cahier Sports le plus complet au Québec > 12 pages grand format

MONTRÉAL | DIMANCHE 13 AVRIL 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 172 > 56 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

LE PILLAGE DE BAGDAD

La police de Saddam apporte son aide

Le G7 et le FMI pour une nouvelle résolution de l'ONU

GILBERT GRAND
IRAK > JOUR 25

Des centaines d'Irakiens ont répondu à l'appel à la mobilisation des forces américaines pour rétablir l'ordre à Bagdad toujours livrée au pillage et à l'anarchie.

Des patrouilles formées de soldats américains et de policiers irakiens vont commencer à circuler dans la capitale aussitôt que possible.

Pendant ce temps à Washington, le G7 et le FMI ont demandé que la reconstruction de l'Irak se fasse dans le cadre des Nations unies. Un appel repris à Saint-Petersbourg par les présidents Vladimir Poutine et Jacques Chirac ainsi que le chancelier Gerhard Schröder.

L'armée américaine a lancé hier une offensive terrestre vers Tikrit, fief de Saddam Hussein situé à 150 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, pour éliminer d'éventuelles dernières poches de résistance irakiennes.

Voir POLICE en A2

Le virus frappe encore

FRANÇOIS CARDINAL

VINGT-QUATRE heures après avoir affirmé que l'épidémie de pneumonie atypique était presque maîtrisée à Toronto, les autorités ont été obligées d'annoncer, hier, trois nouveaux décès liés au virus. En Asie, six noms ont été ajoutés à la liste des victimes.

Le bilan du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) s'est donc alourdi une fois de plus, grimant à 119 décès dans le monde, dont près de la moitié en Chine, berceau de cette maladie.

« Nous ne sommes pas sortis du bois, et ces trois décès le prouvent », a indiqué John Letherby, porte-parole du ministère ontarien de la Santé.

De tels chiffres sont inquiétants si l'on se fie au rapport d'experts remis ces derniers jours aux autorités de la santé publique de l'Ontario.

Voir VIRUS en A2

EN QUÊTE DE LEURS PROCHES



PHOTO REUTERS

Fouillant parmi des pièces d'identité trouvées dans le bâtiment saccagé des services de renseignement militaire à Bagdad, des Irakiens cherchent des traces de leurs proches disparus dans les geôles de Saddam Hussein.

Le QG de la police secrète retourné de fond en comble

NAYLA RAZZOUK
Agence France-Presse

BAGDAD — L'oreille collée au mur des cellules abandonnées ou les mains fouillant les dossiers dans des bureaux vides, les parents des disparus du régime de Saddam Hussein retournent le QG de la police secrète de fond en comble pour tenter de retrouver la trace de leurs proches.

Mohammad Rida s'agenouille et plaque l'oreille au sol d'un bureau du bâtiment de la Sécurité générale, détruit par les bombes, où se précipitent des parents d'Irakiens disparus sous le régime déchu.

Le vieil homme garde son oreille au sol pendant quelques minutes lourdes de silence, se relève, époussette son pantalon et court vers la pièce suivante pour répéter le même exercice.

Ce Kurde est en quête de toute information sur ses trois frères, Majid, qui aurait dû avoir 61 ans maintenant, Wahid, 48 ans, et Mouzaffar, 43 ans. « Même s'il ne restait que leurs cadavres ou leurs ossements, je voudrais savoir », soupire-t-il.

Majid a disparu il y a 23 ans lorsqu'il avait été emmené par les forces de sécurité à Sulaymaniya,

dans le nord de l'Irak. Wahid et Mouzaffar, qui résidaient et travaillaient au Koweït, avaient été enlevés par les forces irakiennes de leur chambre d'hôtel lors d'une visite à Bagdad en 1991.

« J'ai passé toute la journée entre police secrète, renseignements militaires, prisons et centres de détention », raconte Rida en essayant la sueur de son visage avec ses mains moites. « Je n'ai pas de voiture, mais au cours des derniers jours, j'ai erré dans la capitale et visité une trentaine d'endroits », ajoute-t-il.

À l'instar de bon nombre d'Irakiens, Rida s'est lancé à la recherche des siens dès qu'il a appris l'entrée des blindés américains dans le centre de Bagdad et l'effondrement spectaculaire du régime de Saddam Hussein.

Les parents de dizaines de milliers d'Irakiens disparus au cours des 24 dernières années ont littéralement pris d'assaut les bureaux de la police secrète, centres de détention, bâtiments de renseignements militaires et prisons.

Voir QG en A2



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale
LA PRESSE À NEW YORK

Le syndrome Al-Sahhaf

Le ministre irakien de l'Information, Mohammed Al-Sahhaf, a suscité la dérision dans une bonne partie du monde en multipliant les déclarations farfelues dans les derniers jours du régime de Saddam Hussein.

« Aujourd'hui, la chance a tourné. Nous sommes en train de les détruire », a-t-il dit au moment où les troupes américaines s'emparaient de l'aéroport Saddam-Husseïn.

« Ne croyez pas ces envahisseurs. Il n'y a aucun de leurs soldats à Bagdad », a-t-il soutenu, alors que des combats violents se déroulaient dans le secteur de l'hôtel Al-Rachid, au centre-ville de Bagdad, sous les yeux de la presse internationale.

« Nous les avons encerclés », a-t-il encore affirmé, tandis que les États-Unis affirmaient s'être emparés de trois palais présidentiels de la capitale irakienne.

Le ministre a fait rire de lui, mais il n'est pas le seul aujourd'hui dont les déclarations tranchent avec la réalité sur le terrain. Après avoir promis la liberté aux Irakiens, au moins un ténor de l'administration Bush a reproché aux médias d'exagérer l'anarchie dans laquelle l'Irak semble s'enfoncer. Pour le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, il ne s'agirait que de « pillages temporaires » et tout à fait compréhensibles après plus de 30 ans d'une dictature brutale.

Voir SYNDROME en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Après tout ce qu'on a lu, vu et entendu, ce n'est pas évident de savoir pour qui voter. Annie, Marie-Hélène ou Marie-Mai ?

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	E1-E6	La Presse Affaires	C1-C3
- télévision	E2	La presse d'ailleurs	B7
À tire-d'aile	C8	Loteries	A2, A4
À votre tour	A11	Monde	cahier A
Bandes dessinées	E7	Mots croisés	E6, E7
Bridge	C7	Mot mystère	E8
Décès	C7	Petites annonces	C4
Éditorial	A10	- immobilier	C4, C5
Êtes-vous observateur?	C4	- marchandises	C5
Feuilleton	E7	- emploi	C5
Forum	A9	- automobile	C5, C6
Génies en herbe	E6	- affaires	C6
Horoscope		Sciences	B6

MÉTÉO Voir D12

Passages nuageux
Maximum 8 > minimum -2



FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL
 Hiver 2003
 en collaboration avec
 Bleu présentent

AFRO-CUBAN ALL STARS

15 artistes sur scène. Toutes les musiques de Cuba!

Un seul soir
Jeudi 24 avril, 20 h
 Métropolis
 29,50 \$ (taxes en sus)

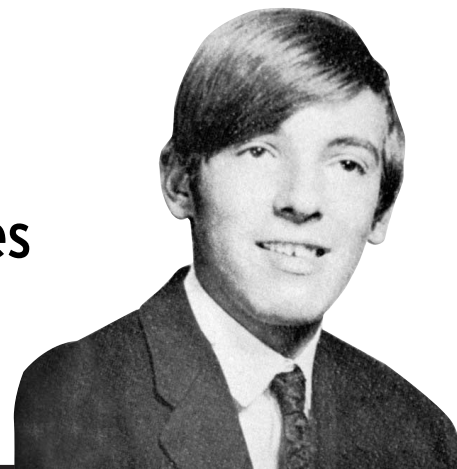
La Presse

BILLETS : (514) 790-1245,
 AUX COMPTOIRS ADMISSION, AU SPECTRUM
 WWW.ADMISSION.COM
 WWW.METROPOLISMONTREAL.CA
 RENSEIGNEMENTS : (514) 871-1881 • 1 888 515-0515
 WWW.MONTREALJAZZFEST.COM

RABAIS
 POUR LES DÉTENTEURS DE LA CARTE MASTERCARD BANQUE NATIONALE pour régler vos achats de billets de Jazz à l'année.*
 Profitez d'un rabais de 2 \$ par billet lorsque vous utilisez votre carte MasterCard Banque Nationale pour régler vos achats de billets de Jazz à l'année.*
 *Certaines restrictions s'appliquent.

Devinez qui s'amène à Montréal?

Ne manquez pas notre portrait en sept instantanés, sur deux pages couleur, d'un artiste américain dont on n'espérait plus la visite. À lire demain dans le cahier Arts+Spectacles de **La Presse**



LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 9-1-5 > À quatre chiffres : 6-8-6-7 LOTO 6/49 > 5-7-9-25-28-48 Compl. : 27 > Extra : 4-9-3-5-6-6

SUITES DE LA UNE

POLICE

Suite de la page A1

Les forces irakiennes auraient été affaiblies par d'incessants bombardements et certaines auraient abandonné leurs positions. Selon la BBC, les marines se sont emparés de la ville de Kut, au sud-est de Bagdad.

■ Au nord, si la situation commence à se normaliser à Kirkuk, elle se détériore dans la ville de Mossoul, où des règlements de comptes sanglants entre Arabes et Kurdes ont fait une vingtaine de morts et plus de 200 blessés. Les imams des mosquées y ont appelé les citoyens arabes à s'organiser en milices civiles.

■ À Bagdad, le général Amer Al-Saadi, conseiller scientifique de Saddam Hussein, s'est rendu hier aux autorités militaires américaines, qui l'avaient placé sur la liste des 55 membres du régime recherchés. Al-Saadi, qui a autrefois supervisé le programme d'armement chimique irakien, a déclaré n'avoir aucune information sur le sort de Saddam Hussein et a réitéré que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive.

■ En Europe, aux États-Unis et au Canada, des dizaines de milliers de pacifistes et militants antimondialisation se sont rassemblés notamment à Rome, Londres, Berlin, Paris, et Washington pour dénoncer « l'occupation » de l'Irak. En Espagne, ils ont été un demi-million.

■ Signes des dangers qui persistent, une marine a été tué hier à un barrage dans Bagdad par un homme qui s'est approché de lui et a ouvert le feu. D'autres marines ont riposté, abattant l'auteur du coup de feu. Son complice a réussi à prendre la fuite.

Bagdad a connu une nouvelle journée de chaos hier, les pillages s'étendant à de nouveaux quartiers sans que les forces américaines ne s'y opposent. Profitant de la réouverture de deux ponts du centre-ville, les pillards ont pris d'assaut plusieurs bâtiments

gouvernementaux, dont le ministère du Plan, emportant des étagères, des ordinateurs ou des canapés.

À la suite d'un appel lancé sur les ondes des radios étrangères en langue arabe, une centaine d'Irakiens, dont sept policiers conduits par un colonel en uniforme, sont venus hier offrir leurs services aux Américains à l'hôtel Palestine, où logent la presse et des militaires.

Peu après, l'armée américaine et la police irakienne ont annoncé qu'elles mettaient en place des patrouilles communes afin de rétablir l'ordre. Le colonel Mohammed Zaki, de la police irakienne, a indiqué que les patrouilles commenceraient dans un jour ou deux. « Nous tirerons sur quiconque porte une arme ou fait feu », a-t-il précisé. En fin d'après-midi, une voiture de police irakienne avec trois fonctionnaires en civil à bord a circulé dans les rues de Bagdad, pour la première fois depuis l'entrée des Américains dans le centre de la capitale.

Les forces coalisées s'employaient aussi à mobiliser les techniciens des services publics afin de rétablir notamment l'eau et l'électricité, coupées depuis des jours. De plus, selon un porte-parole du premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, les forces coalisées envisagent de s'appuyer sur de simples membres du parti Baas (au pouvoir sous Saddam Hussein) pour rétablir l'ordre en Irak.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève, la principale station d'approvisionnement en eau de Bagdad, menacée par des pillards, a pu être sécurisée par les forces alliées, et son grand hôpital Medical City Hospital l'a été partiellement aussi. Les commerçants de la ville n'en ont pas moins gardé leurs boutiques fermées, tandis que des milices d'autodéfense faisaient leur apparition.

Des Bagdadis ont exprimé leur colère à proximité du ministère du Pétrole, gardé comme Fort Knox par une armada de chars américains, seul bâtiment public à avoir ainsi été protégé des pillards. Le général à la retraite Jay Garner, qui doit prochainement diriger à Bagdad l'administration intérimaire en Irak, a promis que l'armée américaine mettrait fin aux pillages une fois les combats totalement terminés.

Évitant toute référence à cette anarchie, le président George W. Bush s'est une nouvelle fois réjoui hier de la fin du « cauchemar du règne de Saddam Hussein sur l'Irak », alors même que le Pentagone annonçait un nouveau bilan de 110 Américains tués au combat.

Les organisations humanitaires, ainsi que de nombreux Bagdadis, demandent aux autorités américaines de mettre fin au chaos. « La situation humanitaire s'aggrave à cause du désordre généralisé », a souligné InterAction, une coalition regroupant plus de 160 organisations humanitaires.

Des employés de l'association CARE ont de leur côté averti que les hôpitaux étaient « dans une situation très difficile », certains ayant été pillés et d'autres fermés pour éviter d'être mis à sac, alors que le danger des munitions non explosées, notamment les bombes à fragmentation, reste omniprésent à Bagdad.

Des pillards ont dévalisé le musée archéologique de Bagdad, emportant des trésors inestimables remontant à l'aube de la civilisation mésopotamienne, ont rapporté des employés du musée. Des journalistes qui s'y sont rendus hier ont vu des rangées de vitrines brisées, des sols jonchés d'éclats de verre et de morceaux de poteries ou de sculptures. Le directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, a demandé à Londres et à Wa-

shington de « prendre immédiatement » des mesures pour préserver le patrimoine culturel irakien.

Les soldats américains s'efforçaient toujours de sécuriser Bagdad hier plutôt que d'assurer le maintien de l'ordre dans la ville. Des tirs ont éclaté dans le centre de la capitale entre des marines et des combattants irakiens. Des tirs de mitrailleuses et des explosions étaient entendus le long du Tigre.

Les marines ont montré hier aux journalistes une cache contenant 50 gilets bardés d'explosifs destinés à des attentats suicide, découverte jeudi dans une école élémentaire située à moins de six mètres de l'habitation la plus proche. Des missiles sol-air, des munitions et de l'équipement de lance-grenades étaient entreposés dans sept classes d'un collège voisin. Ils ont également arrêté un groupe de 59 militaires qui tentaient de quitter l'Irak par l'ouest en autocar et transportaient des avis promettant des récompenses à qui tuerait des soldats américains.

Au 25^e jour de la guerre d'Irak, la coalition américano-britannique a commencé à réduire son dispositif militaire (naval et aérien) dans le Golfe mais sans réduire les forces au sol.

Jessica Lynch, la jeune soldate américaine libérée lors d'une opération commando spectaculaire, devenue une véritable héroïne de l'Amérique en guerre, a de son côté été rapatriée hier soir d'Allemagne avec une cinquantaine d'autres blessés.

La Chambre des représentants et le Sénat ont une fois encore démontré leur soutien indéfectible à l'intervention des États-Unis en Irak en votant hier une nouvelle enveloppe budgétaire de près de 80 milliards pour l'effort de guerre.

Avec la collaboration d'AFP, AP, Reuters et PC

SYNDROME

Suite de la page A1

Les nouveaux maîtres de l'Irak par viendront peut-être à rétablir l'ordre au cours des prochains jours. Mais il n'est pas encore dit que le syndrome Al-Sahhaf ne soit qu'irakien.

Avant et pendant l'offensive américano-britannique, le président Bush a multiplié les déclarations sur les armes de destruction massive pour justifier une intervention militaire en Irak. Le 11 décembre dernier, dévoilant un nouveau plan stratégique sur cette question, il a affirmé : « Les armes de destruction massive, à savoir nucléaires, biologiques et chimiques, que détiennent les États hostiles et terroristes représentent l'une des plus grandes menaces pour la sécurité des États-Unis. Nous devons déployer une stratégie générale afin de lutter contre cette menace sous tous ces aspects. »

Le 22 mars, après le début de l'offensive militaire en Irak, il ajouta, dans une allocution radiophonique à la nation : « Notre pays s'est engagé dans ce conflit à contrecoeur,

mais avec un objectif clair et net: le peuple des États-Unis, nos amis et nos alliés ne vivront pas à la merci d'un régime hors-la-loi qui met la paix en danger au moyen d'armes de destruction massive. »

Et si les États-Unis et leurs alliés britanniques ne trouvaient aucune arme de destruction massive en Irak? La crédibilité de Bush rejoindrait-elle celle du ministre de l'Information de l'Irak? Et celle des médias des États-Unis, qui ont très peu douté des déclarations de Bush sur cette question, en prendrait-elle également un coup?

La suite des événements le dira. En attendant, les retombées du syndrome Al-Sahhaf se sont déjà fait sentir dans la presse arabe. Avant même les déclarations les plus absurdes du ministre irakien de l'Information, le rédacteur en chef du quotidien saoudien *Al Sharq Al-Awsat*, publié à Londres, a fait une sortie remarquée contre les médias du Moyen-Orient, dont il a dénoncé la partialité.

« Voyez ce que la plupart des chaînes arabes — et pas seulement Al-Jazira — diffusent de Bagdad. La plupart d'entre d'elles se comportent comme les porte-parole du ministère irakien de l'Information », a écrit Abd Al-Rahman Al-Rachid dans un des trois articles qu'il a consacrés à la couverture du conflit dans les médias arabes, du 29 mars au 1^{er} avril.

« Dans nos médias, tout ce qu'Al-Sahhaf dit est diffusé comme s'il s'agissait d'un prédicateur du vendredi dans une mosquée... Des dizaines de récits ont été écartés uniquement parce qu'ils contredisaient les déclarations de Bagdad ou que leurs sources étaient américaines. »

Selon le rédacteur en chef du quotidien saoudien, les médias arabes font penser à ceux de 1967 (pendant la guerre des Six Jours), qui « montaient en épingle les actes de bravoure et masquaient les défaites, ce qui est devenu par la suite source de moquerie ».

« Je sais bien qu'adopter une position impartiale dans le monde arabe revient à se suicider, car nombreux sont ceux qui poussent les médias vers les extrêmes, adoptant une position « nationaliste selon laquelle quiconque pense différemment se rend coupable de trahison envers la cause (nationale), et voulant que mentir pour la cause est moral et noble », a-t-il écrit.

« Toutefois, ceux qui s'endorment et se réveillent devant la télévision arabe ne pardonneront pas leurs mensonges aux médias arabes, une fois que la fumée se sera dissipée et que la vérité sera révélée. »

La couverture des médias arabes a peut-être contribué aux sentiments de surprise, de déception et d'humiliation ressentis par plusieurs citoyens du Moyen-Orient le jour de la chute de Bagdad.

Mais le syndrome Al-Sahhaf n'atteint peut-être pas seulement le monde arabe. Aux États-Unis, l'administration Bush et les médias pourraient également avoir à rougir de leurs déclarations.

QG

Suite de la page A1

Hommes, femmes et enfants sont à la recherche de leurs parents dans ces endroits dont plusieurs ont été réduits en décombres par les bombardements de la coalition américano-britannique. Ils soulèvent les décombres, scrutent les documents, se hasardent dans des étages quasi en ruine, voire à l'intérieur de donjons complètement obscurs, pensant que leurs parents pourraient s'y trouver.

« Auparavant, il était hors de question qu'on puisse même jeter un coup d'oeil au bâtiment de la Sécurité générale en passant en voiture. Je n'ose pas croire que nous sommes à l'intérieur en ce moment », s'exclame Rida.

Ce complexe massif qui abritait la police secrète irakienne est décrit par les autorités militaires américaines comme le centre de com-

mandement et de contrôle de tout le pays. Il est tristement célèbre pour avoir été le principal lieu où les gens étaient détenus sans jugement après avoir été accusés d'opposition au régime, parfois rien que pour avoir proféré des insultes à l'égard de responsables.

« C'était un terrible régime policier et les gens se dénonçaient mutuellement. Les rares personnes qui

n'y ont pas laissé la peau ont évoqué les tortures atroces, parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive », raconte Aqil Salman, lui aussi à la recherche de son frère, Ali, disparu depuis 1979, l'année où Saddam Hussein est devenu président.

Parmi les décombres, Salman et Rida tombent soudain sur une vieille photo de Saddam Hussein en compagnie de son demi-frère Barzan Al-Tikriti, qui a été long-

temps à la tête des services de renseignements.

« Laisse-moi cracher sur lui! Saddam est un criminel et son demi-frère était responsable de la torture et de la mort de milliers d'Irakiens enlevés arbitrairement », s'indigne Salman.

Barzan Al-Tikriti aurait été tué dans un raid de la coalition sur son domicile dans la région de Ramadi, à l'ouest de Bagdad.

VIRUS

Suite de la page A1

Obtenu par le quotidien *The Globe & Mail*, ce document indique qu'il est bien improbable que le SRAS disparaisse complètement et qu'il y a plus de risques qu'il fasse encore des victimes en Ontario dans l'avenir.

Parmi les quatre scénarios envisagés, deux ressortent clairement: une augmentation lente et progressive du nombre de décès ou une propagation rapide et éfrénée de la maladie. Seule l'entrée répétée du virus au pays par des voyageurs contaminés donnerait au second scénario prépondérance sur le premier.

Toujours est-il que la pneumonie poursuit son chemin sur la planète. Il est ainsi de plus en plus difficile de compter le nombre de personnes affectées par le SRAS, d'autant

plus que la maladie a frappé vendredi deux pays jusque-là épargnés, l'Indonésie et les Philippines. On estime tout de même qu'environ 2700 personnes ont été à ce jour contaminées par la pneumonie atypique primitive, pour laquelle il n'existe toujours pas de remède.

En Ontario, l'endroit le plus touché par le virus en dehors de l'Asie, 223 personnes sont actuellement suivies par les autorités médicales (97 cas probables et 126 suspects).

Les trois personnes décédées hier et vendredi aux hôpitaux Mount Sinai, Scarborough Grace et Southlake Regional Health Centre avaient déjà manifesté des symptômes de la maladie, selon un communiqué diffusé hier. Elles avaient en effet entretenu

un lien direct avec le groupe qui a contracté la pneumonie atypique à Toronto en mars dernier. Elles avaient entre 73 et 86 ans.

Les autorités ont indiqué qu'elles allaient ouvrir cette semaine une cinquième clinique de détection du SRAS dans la Ville reine. Elles prévoient également mettre sur pied des séances publiques d'information en plusieurs langues.

Ailleurs au pays, 49 cas ont été recensés dans cinq provinces, selon le plus récent bilan: Colombie-Britannique (37), Alberta (5), Île-du-Prince-Édouard (4), Nouveau-Brunswick (2) et Saskatchewan (1). Le Québec est toujours exempt de cas de pneumonie.

D'autre part, un médecin français d'origine vietnamienne âgé de 69 ans est mort dans un

hôpital de Hanoi, hier. Au cours des dernières semaines, quatre de ses collègues sont morts à l'hôpital où il travaillait. Heureusement, il était le dernier patient soigné par cet établissement, qui a fermé ses portes en raison du SRAS.

Cinq autres personnes sont mortes en Asie, dont deux en Mongolie intérieure, les premières dans cette région autonome du nord de la Chine.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il existe maintenant trois tests pour diagnostiquer le virus, mais leur efficacité est limitée compte tenu du peu d'information que l'on détient sur ce qui ressemble de plus en plus à un coronavirus, agent d'infection qui est à l'origine du plus banal des rhumes.

Avec la collaboration d'AFP, AP et PC



IRAK > LA GUERRE



LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

Voici, d'heure en heure, le fil des événements survenus au cours de la journée d'hier. Les heures indiquées sont celles de Montréal, suivies des heures de Bagdad, entre parenthèses.

5 h 55 (13 h 55)

Découverte d'une cache d'armes

Les forces américaines disent avoir découvert une « importante cache d'armes » dans une résidence du centre de Bagdad. Des milliers d'armes légères auraient été trouvées, dont certaines, plaquées or, semblaient être des cadeaux offerts par Saddam Hussein à de fidèles partisans.

9 h 23 (17 h 23)

Reddition d'un conseiller de Saddam Hussein

Le général Amer Al-Saadi, conseiller présidentiel irakien, s'est rendu de son plein gré aujourd'hui à Bagdad aux forces américaines. Le général Al-Saadi a de nouveau nié l'existence d'armes de destruction massive en Irak.

13 h 01 (21 h 01)

Le Congrès américain approuve la rallonge budgétaire

La Chambre des représentants des États-Unis, après le Sénat, a approuvé à l'unanimité une rallonge budgétaire d'urgence de près de 80 milliards de dollars pour financer la guerre en Irak, le début de la reconstruction dans ce pays et une aide aux compagnies aériennes américaines.

14 h 51 (22 h 51)

Mise en garde du président égyptien

Le président égyptien, Hosni Mubarak, craint que l'anarchie qui règne en Irak ne dégénère en guerre civile si rien n'est fait pour arrêter les abus et les pillages. Le déclenchement d'une guerre civile en Irak « serait une chose très dangereuse, compte tenu notamment de la poursuite du chaos », a déclaré M. Mubarak lors d'une réunion avec les cadres de son parti politique.

L'UPK au pouvoir



ISABELLE HACHEY
envoyée spéciale

AU KURDISTAN IRAKIEN

Kirkuk a changé de maîtres. Après la chute de la ville du nord de l'Irak, jeudi, il n'aura fallu que quelques heures aux habitants pour saccager les portraits de Saddam Hussein affichés à tous les coins de rue. En un clin d'oeil, l'image omniprésente du dictateur en déroute a fait place à celle de Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

La petite foule qui se masse devant le quartier général de l'UPK de Kirkuk est accueillie par le portrait triomphant de celui que les Kurdes appellent Mam Jalal (« oncle Jalal »). Quatre jours plus tôt, les responsables locaux du parti Baas occupaient cet immeuble. Désormais, les citoyens s'y rendent en masse pour obtenir la protection de la nouvelle force au pouvoir.

Dans la ville soumise au pillage et à l'anarchie, la population se tourne vers l'UPK pour éviter les ennuis. Le parti, qui contrôle déjà une large part de la zone autonome kurde du nord de l'Irak, en profite.

Depuis quatre jours, il a fait signer des milliers de cartes de membre aux résidents, qu'ils soient Kurdes, Arabes, Turkmènes ou Assyriens. Les autorités de l'UPK assurent qu'il s'agit d'un « document de protection ».

« À qui de droit, cet homme est membre de l'UPK, ne lui faites aucun mal », peut-on lire, en kurde, sur le document. En sortant de l'immeuble, des Arabes munis du précieux papier n'avaient tout simplement pas compris qu'ils venaient tout juste d'adhérer au parti. « Nous ne lisons pas le kurde », explique l'un d'eux. En plus d'obtenir une carte de membre, les nouveaux adhérents reçoivent une photo de Mam Jalal.

Parmi eux, Mohammed Hadi Hussein. Mercredi encore, il était colonel de la brigade d'infanterie 44 de l'armée irakienne. « Les derniers jours, c'était la confusion totale. On ne recevait plus d'ordres du quartier général ; les communications étaient coupées. Sous les bombes de l'aviation américaine, c'était l'enfer, raconte-t-il. J'ai déserté le jour où Bagdad est tombé. » Le colonel ne craint pas les représailles de ses anciens ennemis kurdes : « Désormais, je suis membre de l'UPK. »

La faction de M. Talabani avait décidé de bien préparer son coup. Du jour au lendemain, elle s'est emparée du pouvoir dans la ville riche en pétrole de 1 million d'habitants. Les policiers qui patrouillaient les rues proviennent tout droit de Suleymanya, le fief de l'UPK. Tout comme Mawzad Mahmoud, le nouveau directeur de l'hôpital central. Ici aussi, le portrait de M. Talabani trône au-dessus de la porte d'entrée. Et, depuis jeudi, la foule célèbre dans les rues en brandissant bien haut la photo de l'oncle Jalal, un ancien communiste de 70 ans.

Adil Nader, directeur adjoint de l'UPK à Kirkuk, s'est glissé dans la ville 15 jours avant sa chute. Il y est parvenu à pied, après 10 heures de marche dans les montagnes. « Ma mission était d'organiser l'insurrection », dit-il. J'étais en contact avec un réseau clandestin de dissidents, qui comprenait des étudiants, des professeurs, des fonctionnaires et des membres de l'armée irakienne. Je dormais toujours dans une maison différente. J'ai même passé une nuit dans une église. »

M. Nader avait un message bien précis à livrer aux habitants de Kirkuk. « Je les ai assurés que nous ne leur ferions aucun mal, qu'ils n'avaient pas à nous craindre et que nous déclarerions une amnistie générale. Je leur ai demandé de nous accueillir avec des fleurs, pas avec des bâtons. » La campagne

souterraine a porté fruit : « Il y a longtemps que l'UPK a des plans pour Kirkuk. Nous étions bien organisés. Nous avions des hommes dans tous les quartiers. » L'armée américaine, dit-il, n'était pas au courant de ces activités.

Les hauts responsables de Kirkuk et l'armée américaine songent maintenant à créer une administration locale composée majoritairement de représentants kurdes, mais aussi d'Arabes, de Turkmènes et d'Assyriens. Les fonctionnaires civils reprendront par ailleurs leur travail dès aujourd'hui. « Nous voulons vivre en démocratie, dit M. Nader. Il n'est pas question pour nous de remplacer une dictature par une autre. »

Les centaines de peshmergas (combattants kurdes) de l'UPK qui ont pris la ville jeudi matin se retireront dès que les soldats américains seront en nombre suffisant pour rétablir l'ordre civil, assure M. Nader. Déjà, environ 2000 soldats de la 173^e brigade américaine sont présents dans la région, mais plusieurs d'entre eux sont basés hors de la ville, autour des nombreux puits de pétrole.

Les États-Unis ont exigé le repli des peshmergas afin de rassurer la Turquie, qui menace d'envahir le nord de l'Irak si les milices kurdes ne se retirent pas de Kirkuk. Ankara est terrifié à l'idée que la prise de la ville stratégique par les Kurdes ne leur permette de déclarer leur indépendance. La désintégration de l'Irak risquerait de déstabiliser toute la région, en ressuscitant le rêve d'un grand pays du Kurdistan, qui inclurait les minorités kurdes de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran.

Pour l'instant, du moins, les peshmergas sont toujours présents à Kirkuk. Et ils ont du pain sur la planche. La ville a été littéralement mise à sac par les pillleurs, qui profitent du chaos provoqué par le retrait des troupes irakiennes pour s'en mettre plein les poches. Les voleurs viennent non seulement de Kirkuk, mais des villes et des villages voisins.

Hier, un point de contrôle a enfin été établi au centre-ville pour intercepter les pillleurs. Le bord de la route est jonché de sacs de riz, de tuyaux de métal, de planches de bois, de meubles, de génératrices et d'électroménagers. Les peshmergas ont même saisi deux camions de ciment. « Nous ne tolérons plus le pillage, explique un peshmerga. Mais en raison des tensions, nous ne les arrêtons pas. Nous leur faisons signer une déclaration dans laquelle ils promettent de ne plus recommencer. »

Au gouvernement de Kirkuk, hier matin, l'ambiance était survolée. Des dizaines de résidents s'étaient massés aux portes de l'immeuble pour se plaindre des pillages et du chaos. « Personne ne se sent en sécurité dans cette ville. Nous sommes attaqués par des groupes armés », crie l'un d'entre eux. « On m'a volé ma voiture ! » martèle un autre. « On n'a plus d'eau ni d'électricité », se plaint un troisième. « Ma maison a été vidée, et maintenant on veut me la prendre », sanglote Amira Ali Ahmed, une Kurde mariée à un officier arabe.

« Nous avons besoin d'une force de maintien de la paix pour assurer notre sécurité, dit Mahmoud Mahmoud, un professeur turkmène. Peu importe si cette force est américaine, turque ou israélienne. Tout ce que nous voulons, c'est vivre en paix. » Autour de nous, les gens se bousculent, jouent du coude pour raconter leurs malheurs. La chaleur est écrasante. Puis, des dizaines de jeunes armés de bâtons et de couteaux viennent crier leur colère. Et la température monte encore d'un cran.

Dans la foule en furie, Majad Mohammed fait figure d'exception. Curieusement, l'homme ne peut s'empêcher de se réjouir de la scène qui s'offre à ses yeux. « Le chaos, le pillage, le manque d'eau et d'électricité, c'est bien triste, mais c'est inévitable en temps de guerre. Ce qui me réjouit, c'est qu'au moins les gens sont maintenant libres de s'en plaindre et de manifester. Et ça, c'était impossible du temps de Saddam. »



Le président français Jacques Chirac et son vis-à-vis russe Vladimir Poutine écoutent attentivement leur collègue allemand Gerhard Schröder durant un séminaire sur les lois internationales hier à l'Université de St-Petersbourg.

Le G7 fait front commun sur la reconstruction de l'Irak

d'après AFP et AP

WASHINGTON — Profitant de la réunion du G7 et du FMI à Washington, les grandes puissances ont cherché à afficher hier un front commun sur l'Irak, pour la première fois depuis le début de la guerre, en affirmant que l'effort de reconstruction du pays devait se faire dans le cadre d'une résolution de l'ONU et en s'entendant sur la nécessité de régler la question de la dette de l'Irak.

Parallèlement à cet effort de conciliation, les présidents russe Vladimir Poutine, français Jacques Chirac, et le chancelier allemand Gerhard Schröder ont manifesté vendredi et hier leur opposition commune à une tutelle des États-Unis sur l'Irak, revendiquant la légitimité et le « rôle central » de l'ONU, au cours d'un sommet à Saint-Petersbourg qui n'a débouché sur aucune initiative.

Dans la capitale américaine, les ministres des Finances du G7, les sept pays les plus industrialisés, et des représentants des 184 pays

membres du Fonds monétaire international ont tenté de mettre en place un cadre aux premières décisions économiques de l'après-guerre en Irak, mais sans entrer dans les détails de la future résolution de l'ONU et sans pouvoir cacher des divergences, en particulier sur la dette.

« Nous reconnaissons la nécessité d'un effort multilatéral pour aider l'Irak. Nous soutenons une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies », écrivent les grands argentiers du G7, dans un communiqué publié à l'issue de leur traditionnelle réunion de printemps.

Plus tard dans l'après-midi, le Comité monétaire et financier international du FMI a lui aussi soutenu une nouvelle résolution de l'ONU, mais en insistant plus que le G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) sur les aspects humains de la situation irakienne.

« Le Comité a noté que la situation actuelle en Irak pose d'importants problèmes, avec un besoin ur-

gent de restaurer la sécurité, de soulager la souffrance humaine et de promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté », indique le communiqué.

Le G7 était profondément divisé entre partisans d'une intervention militaire en Irak menée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, et ses adversaires, la France et l'Allemagne, associées à la Russie.

Le groupe, tout en soulignant que le FMI et la Banque mondiale doivent jouer leur « rôle normal », estime que « le peuple irakien doit avoir, en dernier lieu, la responsabilité de mettre en oeuvre les bonnes politiques et de construire son propre futur ».

Le Comité a renchéri mot pour mot. Les deux instances ont parallèlement demandé au Club de Paris — qui réunit les créanciers publics — d'agir vite sur la question de la dette irakienne. « Il est important de s'attaquer au problème de la dette irakienne et nous sommes impatients de voir le Club de Paris se saisir rapidement de la question », insistent-elles.

George Bush viendra-t-il ou ne viendra-t-il pas au Canada ?



LOUISE LEDUC
envoyée spéciale

À WASHINGTON

La Maison-Blanche n'a pas confirmé l'annulation de la visite de George W. Bush au Canada le 5 mai, mais Ottawa se doute bien que le président américain pourrait ne pas respecter son engagement.

Citant des sources américaines anonymes, le *National Post* annonçait hier que, irrité par le faible appui du Canada à la campagne américaine en Irak, George W. Bush entendait passer son chemin.

À Shawinigan, où il était de passage hier, Jean Chrétien a nié avoir reçu quelque annulation officielle que ce soit mais a ajouté qu'il la comprendrait, le cas échéant, les États-Unis étant après tout en guerre.

À Washington, aux quartiers généraux du Fonds monétaire international, où se tient une réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G7, le vice-premier ministre canadien, John Manley, a déclaré que « vu la situation changeante en Irak, il ne serait pas surprenant que M. Bush ait l'intention d'attendre un peu ».

À la Maison-Blanche, hier, on s'est contenté d'affirmer que le pro-

gramme du président pour le mois de mai n'était pas encore arrêté.

Que Bush vienne ou non au Canada en mai, a précisé M. Manley, ne sera en rien révélateur de la qualité des relations entre les deux pays. De toute manière, a-t-il précisé, Ottawa et Washington auront amplement l'occasion au cours des prochains mois de travailler ensemble dans les dossiers de l'aide humanitaire et de la reconstruction en Irak « de même que dans le contexte de « l'envoi à l'étranger de troupes (canadiennes) en Afghanistan ».

Quelle résolution onusienne ?

La reconstruction de l'Irak a été au coeur des discussions du G7 en fin de semaine. La position canadienne à ce sujet ? John Manley a renvoyé les journalistes à la déclaration du G7 élaborée quelques heures plus tôt.

« Nous sommes en faveur d'une nouvelle déclaration du Conseil de sécurité des Nations unies, peut-on lire dans le communiqué commun officiel. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale devraient jouer leur rôle dans la reconstruction et le développement de l'Irak, en toute reconnaissance du fait qu'il revient ultimement aux Irakiens d'élaborer leurs propres politiques et de planifier leur avenir. »

De quoi devrait être faite cette résolution onusienne souhaitée selon le G7 ? Très prudemment, John Manley a soutenu qu'il ne revenait pas aux ministres des Finances de se pencher sur sa nature. À l'évidence, a-t-il cependant ajouté, une résolution serait à tout le moins nécessaire pour la levée des sanctions contre l'Irak.

Appelé à donner son avis sur la grosse part du gâteau que se réservent les États-Unis dans la reconstruction de l'Irak, avec ce que cela suppose en lucratifs contrats exclusifs de remise à niveau des infrastructures, John Manley a esquivé la question, orientant sa réponse sur le rôle policier des Américains.

« Il est clair que les États-Unis devront jouer un rôle clé, parce que ce sont eux qui peuvent assurer la sécurité de la région. (...) Pour nous, la chose importante est de rétablir l'ordre social en Irak et de répondre à ses grands besoins humanitaires. Les autres questions seront discutées dans le contexte des institutions multilatérales. »

Sur l'état de l'économie mondiale, John Manley a souligné que le climat, parmi les pays du G7, était moins morose que lors de leur dernière rencontre au sommet, à Paris en février. « Le ton est raisonnablement optimiste. Les incertitudes quant au Moyen-Orient étant aujourd'hui moindres », a-t-il dit, évoquant notamment les commentaires encourageants cette semaine du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan.

Déjà, le FMI a revu à la baisse — de 3,7 % à 3,2 % — sa prévision de croissance pour 2003.

— Avec la Presse Canadienne

À lire en page E8, les textes de notre envoyé spécial à Bagdad, Jooneed Khan, et de notre collaborateur à Paris, Louis-Bernard Robitaille.

IRAK > L'APRÈS-SADDAM

Les pacifistes réclament la fin de l'occupation

LAURA-JULIE PERREAU

La chute de la statue de Saddam Hussein, mercredi, à Bagdad, n'a pas sonné le glas du mouvement pacifiste mondial. Hier, des centaines de milliers de personnes, dont quelque 10 000 à Montréal, ont ressorti banderoles, pancartes et chansons pour demander cette fois la fin de l'occupation américaine en Irak.

C'est en Espagne et en Italie, deux pays qui soutiennent l'effort de guerre de la coalition américano-britannique, qu'ils ont été le plus nombreux à faire entendre leur désarroi face à la tournure des événements.

À Rome, ils étaient près d'un demi-million alors qu'en Espagne, le camp de la paix, partagé entre Madrid et Barcelone, comptait lui aussi plus de 500 000 manifestants.

En Angleterre, pays qui participe pleinement à la guerre, ils étaient plus de 100 000 à demander le retour des troupes britanniques à la maison. Aux États-Unis, 25 000 militants pacifistes et 1000 partisans de l'intervention américaine en Irak se sont donné la réplique au centre de Washington (DC).

Montréal toujours dans les rangs

Encore une fois, Montréal a participé à sa façon à ce grand concert multinational et multilingue.

Les manifestants avaient rendez-vous à 13 h à deux endroits différents de la ville, certains devant la tour de Radio-Canada, d'autres place du Canada, au centre-ville.

Ils étaient entre 10 000 et 15 000 à se joindre à la manifestation, une nette diminution par rapport aux manifestations précédentes, qui, le 15 février et le 15 mars derniers, ont attiré plus de 100 000 personnes. « Nous nous attendions à ce nombre plus petit. La propagande qui fait passer cette invasion de l'Irak pour une libération est forte », offrait en guise d'explication Francine Nemeh, une des deux porte-parole du collectif Échec à la guerre, qui organise les manifestations montréalaises.

Ceux qui ont participé à la marche estiment que le mouvement antiguerre a toujours sa raison d'être. « La guerre n'est pas terminée. En fait, ce n'est qu'un début. Les

États-Unis ont la mainmise sur l'économie du Moyen-Orient. Ils vont installer un régime militaire en Irak et s'octroyer les gros contrats de reconstruction pour les choses qu'ils ont détruites eux-mêmes. Et ils vont payer avec quoi? Avec l'argent des Irakiens », s'indignait Paul Klopstock, porte-parole des Artistes pour la paix.

Après une marche des plus calmes, rythmée par des slogans que les pacifistes connaissent par coeur depuis les premières manifestations de janvier (« Bush, Blair, criminels de guerre »), les deux cortèges se sont réunis devant le complexe Guy-Favreau pour les discours des têtes d'affiche.

L'ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, a été fidèle à ces anciennes batailles en ramenant sur le plancher le dossier des femmes irakiennes. « Nous rêvons d'une société où les droits fondamentaux seront respectés et spécialement ceux des femmes, que, depuis des semaines, nous ne voyons jamais sur nos écrans de télévision », a déploré M^{me} David, en rappelant que la guerre est synonyme de violence physique, psychologique et sexuelle pour les femmes des pays touchés.

Amira Elias, une canadienne d'origine irakienne, a elle aussi parlé au nom des femmes de son pays. « Je fais le serment que si je suis la dernière Irakienne au monde, je me battrais quand même pour faire sortir les Américains de mon pays », a lancé, des sanglots dans la voix, M^{me} Elias. Le chanteur Dan Bigras et la comédienne Johanne Fontaine ont aussi pris la parole.

À 48 heures des élections

Si les candidats du Parti québécois aux élections provinciales étaient très présents lors des dernières marches pacifistes du 15 février et du 15 mars, hier, ce sont leurs concurrents de l'Union des forces progressistes (UFP), du Bloc Pot et du Parti vert qui se sont fait plus présents, tentant, à 48 heures des élections, de gagner d'autres appuis.

Le chef du Nouveau parti démocratique, Jack Layton, a aussi participé à la marche, accompagné par plusieurs membres de son parti.

Des manifestations pacifistes ont aussi eu lieu aux quatre coins de la province, notamment à Québec, à Sherbrooke et à Trois-Rivières.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Le coeur à la paix, Sylvie Jutras s'est jointe à plus de 10 000 autres Montréalais hier pour une autre manifestation dénonçant la guerre en Irak et l'occupation américaine de ce pays du Moyen-Orient. Paris, Londres, Washington, Rome, Barcelone ont aussi été le théâtre de marches pacifistes.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tirage du 2003-04-12		Tirage du 2003-04-12	
649	05 07 09 25 28 48	49	06 09 10 13 17 36
Complémentaire: (27)		Complémentaire: (31)	
Quotidienne	Tirage du 2003-04-12	Extra	Tirage du 2003-04-12
3 4	915 6867	NUMÉRO	NUMÉRO
NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO	NUMÉRO
328225	493566	493566	493566
SUPER 7	Tirage du 2003-04-11	GAGNANTS	LOTS
02 03 12 27 36 37 41	7/7 1 30 000 000,00 \$	6/7+ 10 141 341,60 \$	6/7 508 2 434,50 \$
Complémentaire: (01)	5/7 29 328 150,60 \$	4/7 625 233 10,00 \$	3/7+ 585 266 10,00 \$
Ventes totales: 76 677 618 \$	3/7 5 258 043	Participation gratuite	
Prochain gros lot (appr.): 2 500 000 \$			

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOI 1 866 505-JEUX

Apprenez l'anglais l'été prochain!
Venez à Niagara pour avoir bien du plaisir
Dans notre programme d'anglais intensif
en juillet et août 2003
Choix de 4 ou 8 semaines
À partir de 980 \$

Immersion en anglais pour adolescents

- 20 heures / semaine de cours d'anglais
- Activités organisées, sports, visites guidées
- Excursions à Toronto, Niagara Falls, etc.
- Logement dans une famille anglophone
- Faites-vous des amis de différentes origines.

Pour plus de renseignements, communiquez avec:
International Program Co-ordinator
Tél. : (905) 682-3360, poste 204
Courriel : fred.wilson@ncdsb.com
www.eslniagara.com

Niagara Catholic District School Board
145 Niagara Street, St.Catharines (Ontario) L2R 4L7
Chair : Dan Whipple Director : Angelo Di Ianni Principals : Geraldine Waud, David Pfluch

À VOS MARQUES, PRÊTS ?

Chaque dimanche dans **La Presse**

SPORTS PLUS

L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION
PROGRAMME DE FORMATION ET DE CERTIFICATION DE PROFESSEURS DE YOGA

(514) 843-YOGA(9642)

Prix rationnel, conduite émotionnelle.

Avec son V8 Northstar de 4,6 litres développant 275 HP, son système antipatinage électronique toutes vitesses et sa direction avec système Magnasteer, la Cadillac Seville domine la route à tous points de vue. Tout cela à un prix qui correspond pleinement à vos aspirations.



698 \$/mois*

Location de 48 mois
(Transport et préparation inclus)

CADILLAC SEVILLE SLS

- Système de suspension StabiliTrak perfectionné
- Roues en aluminium chromé
- Sonar de recul (système de détection d'obstacles à l'arrière du véhicule)
- Privilèges aux propriétaires Cadillac :
 - Programme d'entretien prescrit sans frais, 4 ans/80 000 km*
 - Garantie 4 ans/80 000 km*
 - Dépannage routier
 - Transport de dépannage

Vos concessionnaires



Système de communication OnStar avec abonnement d'un an au plan Orientation et dépannage.



du Québec

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf en stock suivant : Cadillac Seville SLS 2003 (6KS69/R7B). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits en sus. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial ou échange équivalent (5 000 \$). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 825 \$ requis à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. *Premier terme atteint. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

Le dessin du Vendredi saint



STÉPHANE LAPORTE

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

AUJOURD'HUI, c'est congé. Mais ce n'est pas un congé comme les autres. Dehors, il pleut. Dedans, il ne fait pas mieux. On ne crie pas. On ne court pas partout. On ne joue pas comme un fou. Même à 7 ans, comme moi. Aujourd'hui, c'est la journée où l'on réfléchit. C'est maman qui l'a dit.

Elle nous a installés autour de la table de la cuisine, mon frère, ma soeur et moi. Papa a rapporté des grandes feuilles de papier brun du bureau. Et chacun de nous doit faire un dessin. Pas n'importe quel dessin. Pas une maison entre les arbres avec un gros soleil en haut. Pas un bateau qui vogue sur l'eau avec un gros soleil en haut. Pas un joueur du Canadien qui joue au hockey avec un gros soleil en haut. Non, aujourd'hui, maman nous a dit de dessiner la Passion.

Je prends mon crayon Prismacolor vert. Et je dessine une colline. Avec plein de nuages gris au-dessus. Je donne plein de petits coups de crayon pour faire de la pluie. Et

en jaune, je trace un éclair foudroyant. Puis je dessine trois croix sur la colline verte. Une grosse au milieu et deux plus petites, une de chaque côté. Sur chacune des petites croix, je dessine un bonhomme. Le sourire par en bas. Puis, la langue sortie parce que c'est difficile, je dessine Jésus. Les bras écartés sur la grosse croix. Les pieds cloués. Je trace son visage. Les yeux levés vers le ciel, la barbe, une couronne d'épines sur la tête. Avec mon crayon noir, je dessine un clou dans chacune des mains. Et un clou traversant ses deux pieds. On dirait que je les sens entrer en moi.

Puis je prends mon crayon rouge. Et je dessine du sang. Des gouttes de sang sur son front. Des gouttes de sang dans ses mains. Et du rouge encore, sur son corps et sur ses pieds. Je n'aime pas ça. Ça me fait mal. C'est la première fois que je dessine du sang. Je regarde mon dessin, et j'ai peur. C'est mon premier dessin sans gros soleil en haut. Le rouge, avant, c'était pour les gros coeurs de la Saint-Valentin. Ou pour le chandail du Canadien. Par pour des blessures. Pas pour l'horreur. Ma mère arrive dans mon dos et me dit : « Oh ! Il est beau, ton dessin... » Je ne comprends pas. Je ne le trouve pas beau. Vraiment pas.

Je regarde celui de ma soeur. Le sien est plutôt joli. Malgré la souff-

rance. Dominique a dessiné toute une foule sur la colline, Marie et Jean à genoux au pied de la croix. Puis, derrière, en perspective, elle a dessiné la ville de Jérusalem. Plein de petites maisons blanches. Et des fleurs autour. Il y a comme de la vie au loin. Je ne sais pas encore dessiner en perspective. J'ai hâte.

La fresque de mon frère est plus minimaliste. Il y a la colline. Les trois croix. C'est tout. Personne sur les croix. Il dit que ce sont les croix vues de dos. De l'autre côté. Le *reverse angle*. Comme au football. Je pense que c'est parce qu'il était trop pressé d'aller regarder *Ben Hur* !

Je ramasse mon dessin et je m'en vais dans ma chambre. Je m'étends sur mon lit et je le regarde. Longtemps. Pas une photo dans le journal, pas une scène de film, pas un reportage aux nouvelles ne m'a troublé autant. Parce que c'est mon dessin. Parce que c'est moi qui l'ai fait.

Dans tous mes dessins, je suis toujours là. Je marche avec ma mère dans le parc. Je joue au ballon avec mon frère. Je souffle les bougies de mon gâteau d'anniversaire. Même quand je dessine mon idole, Jean Béliveau, au fond, c'est moi. C'est moi en Jean Béliveau. Je sais très bien que dans ce dessin, je suis là aussi. Je suis l'homme en train de mourir sur la croix. Je suis l'homme plein de sang. Je suis Jésus. Et c'est

comme si je réalisais, dans ma petite tête d'enfant de 7 ans, que j'allais souffrir, que j'allais mourir. Que dans la vie, il n'y a pas toujours un gros soleil en haut...

Quelle drôle de journée de congé.

Dong ! C'est le clocher de l'église d'à côté. Dong ! Dong ! Il est trois heures. Jésus est mort. Ma mère dit : « Priez, les amis ! » Je ferme les yeux. Et je vois encore mon dessin. Je récite un *Notre Père*. En espérant que ça fasse plaisir à Dieu. En espérant que ça fasse monter Jésus en haut. Au-dessus de la pluie et de l'éclair.

Je laisse mon dessin sur mon lit. Et je me sauve dans le salon rejoindre mon frère. Ben Hur est en train de traverser le désert avec sa montre au poignet. Il en reste encore pour cinq heures !

Je me couche après *Les 10 commandements*. J'ai 10 heures de Charlton Heston dans le corps. J'ai vu Ben Hur se faire fouetter, j'ai vu sa blonde devenir lépreuse, j'ai vu Moïse séparer les eaux en deux, mais c'est toujours mon dessin qui me hante. Qui me fait faire des cauchemars.

Samedi matin. Je me réveille. Il ne pleut plus. La maison s'anime de nouveau. Ma soeur écoute Mozart. Mon frère les Beatles. Et moi je pratique mon élan au baseball. Ma mère arrive dans ma chambre et me demande un autre dessin. Elle veut que je lui dessine la résurrection de

Jésus et que je le lui donne demain. La résurrection de Jésus ? Pas évident. Je ne l'ai pas vu. Mais je m'essaie. Je dessine une grotte toute grise. Et un barbu qui sort de la grotte. Sur son corps, je dessine plein de Band-Aid. De diachylons. Pour panser toutes les coupures qui m'ont fait si mal hier. Et dans le coin gauche, bien sûr, je dessine un énorme soleil. Maman va être contente.

Aujourd'hui, les enfants n'ont que de belles journées de congé. Des journées de fête, de visite au Biodôme, d'escapade à la Ronde. Ils n'ont plus cette étrange journée du Vendredi saint. Où l'on entrain en soi. Où l'on se recueillait. Où l'on faisait le deuil de toutes les peines du monde. Où l'on sentait la fragilité de notre existence. Où l'on dessinait un homme en train de mourir. Et où l'on se mettait à sa place.

J'espère au moins qu'il existe, pour eux, un parent ou un prof qui a la bonne idée de leur faire faire un dessin différent. Qu'ils dessinent les victimes de la guerre en Irak, qu'ils dessinent les enfants de la famine en Afrique ou qu'ils dessinent les patients malades à l'hôpital. Mais qu'ils dessinent le malheur des autres. Pour que cela les atteigne plus que les images à la télé. Pour qu'ils réalisent que toute cette souffrance est aussi la leur.

Leur prochain dessin avec un gros soleil n'en sera que meilleur. N'en sera que plus vrai.

L'aide humanitaire arrive au compte-gouttes

MARC BURLEIGH
Agence France-Presse

KOWEÏT — L'aide humanitaire arrive au compte-gouttes en Irak, où la situation chaotique limite les efforts menés hors des circuits de l'ONU par les pourvoyeurs qui sont principalement les États-Unis et leurs alliés.

Les Américains assurent travailler à l'amélioration de la situation des Irakiens, qui manquent d'eau potable, de vivres et de soins médicaux, notamment pour les blessés de guerre.

Mais le coordinateur de l'ONU à Amman pour les questions humanitaires, Ramiro Lopes da Silva, a souligné que « la coalition n'a pas rempli » jusqu'à présent ses obligations en tant que force occupante, notamment en ce qui concerne le

rétablissement de la loi et de l'ordre.

« Nous sommes très inquiets que la situation d'anarchie et de chaos dans les centres urbains ne se transforme de pillages en règlements de comptes, ce qui aurait des conséquences très graves sur la société irakienne », a-t-il déclaré.

M. Lopes da Silva a ajouté qu'un premier groupe d'employés internationaux de l'ONU se rendrait demain dans le nord de l'Irak, où la nourriture manque, alors que les soins de santé font cruellement défaut dans le centre et le sud du pays.

Le général Vincent Brook, du Commandement central (Centcom) américain, a rejeté ces accusations lors d'un point de presse au Qatar : « En réalité, a-t-il dit, nous sommes en train de fournir une aide

humanitaire en ce moment même et depuis plusieurs jours. »

Selon lui, un navire des Émirats arabes unis chargé de 70 tonnes de vivres, d'eau et d'équipements médicaux est arrivé vendredi dans le port irakien d'Oum Qasr, et la cargaison d'un navire australien chargé de 50 000 tonnes de blé, arrivé au Koweït, était en train d'être convoyée en Irak. L'officier a ajouté que d'autres chargements étaient en route et montré des images de distribution de produits alimentaires saisis en Irak.

Le Koweït a dépêché un avion chargé d'équipements médicaux à Bagdad et l'Australie a annoncé l'envoi de trois cargaisons de même type par voie aérienne.

Les deux seules ONG présentes en Irak, Première Urgence et Médecins sans frontières (MSF), ont sou-

ligné le contexte dangereux de l'action humanitaire. « Nous n'avons que des informations fragmentaires, or les besoins médicaux sont immenses », a expliqué Morten Rostrup, de MSF.

Pour la première fois depuis des semaines, trois camions de l'association française Première Urgence sont partis de Jordanie pour l'Irak, pleins de couvertures, de literie et de civières. « Mais avant toute chose, il faut rétablir la sécurité, notamment celle des hôpitaux. Sinon, toute action serait vaine », a affirmé l'un de ses responsables, Frédéric Bonamy.

La population irakienne a été laminée par la pauvreté après 13 ans de sanctions. Soixante pour cent des Irakiens dépendaient du programme humanitaire Pétrole contre nourriture, et les enfants souffrent

de maladie et de malnutrition.

La principale station d'approvisionnement en eau de Bagdad, menacée par des pillers, a pu être sécurisée par les forces alliées, et l'hôpital municipal l'a été partiellement aussi, selon le CICR.

L'approvisionnement en eau d'Oum Qasr à partir du Koweït a quelque peu atténué le problème dans le sud de l'Irak, mais les besoins restent énormes.

Les États-Unis restent réticents à un rôle de l'ONU.

Les agences de l'ONU qui, depuis des mois, ont entreposé des secours et déployé du personnel supplémentaire dans les pays de la région ont indiqué qu'elles étaient prêtes à une entrée massive en Irak une fois que la sécurité se serait améliorée.

Les femmes de soldats réduites à la mendicité

MARC LAVINE
Agence France-Presse

OCEANSIDE (Californie) — Pendant que les soldats américains bataillent en Irak contre les derniers bastions du régime de Saddam Hussein, les femmes des moins gradés et des moins payés d'entre eux livrent aux États-Unis un autre combat, difficile, pour leur survie.

« Les soldes des militaires sont si basses qu'il est presque impossible pour une famille d'en vivre. Certaines femmes sont désespérées, particulièrement maintenant, alors qu'elles doivent y ajouter l'inquiétude qu'elles éprouvent pour la santé de leur mari en Irak », explique l'une d'entre elles, Natalie Castro.

« Je connais plusieurs femmes de marines ayant des enfants en bas âge qui n'ont pas d'autre possibilité que de faire la queue devant les églises pour obtenir le minimum indispensable à leur survie, à l'alimentation et à l'habillement du bébé », poursuit la jeune femme de 19 ans, qui a épousé un simple marin.

Comme beaucoup de ses amis d'Oceanside, une ville de 130 000 habitants proche de San Diego qui vit pour l'essentiel de sa base de marines, Camp Pendleton, Natalie Castro compte sur la Croix-Rouge pour lui fournir le lait en poudre indispensable à son bébé de sept mois.

Même si Oceanside est aujourd'hui pavée de bannières étoilées, de rubans jaunes ou de pancartes aux accents patriotiques, cette ville de garnison n'en reste pas moins une station balnéaire prisée, où les prix de l'immobilier sont largement au-dessus des moyens des marines.

À tel point que sa rue principale regorge de boutiques de prêt spécialisées dans les avances aux soldats. La solde d'un soldat ou d'un caporal, qui constituent 60 % des effectifs des marines, ne dépasse en effet pas 9600 \$US (14 000 \$CAN) par an après impôt, bien en dessous du seuil de pauvreté, fixé par l'administration américaine à 14 128 \$US (20 500 \$CAN) pour une famille de trois enfants.

« Nous recevons beaucoup de jeunes femmes de marines à qui nous devons fournir des choses aussi élémentaires que des oeufs, du pain ou des légumes pour finir leur mois », explique Manny Garza, qui s'occupe de la distribution des produits alimentaires à l'église Sainte-Marie.

SALON VACANCES ET LOISIRS D'ÉTÉ

cet été,
partez du bon pied !

SALON FLEURS, PLANTES ET JARDINS

DU 11 AU 13 AVRIL 2003 À LA PLACE BONAVENTURE

- **Plus de 300 exposants** vous accueillent pour lancer la saison touristique estivale.
- **Les vingt régions touristiques** du Québec vous présentent leurs nouveautés et leur guide 2003 en primeur.
- **Toutes les provinces maritimes**, les plus belles régions des États-Unis et de l'Ontario vous feront rêver.
- **L'Ouest canadien**, aura pour la première fois, le bonheur de vous faire découvrir ce coin de pays.
- **Une véritable galerie d'art** ou les 20 régions du Québec seront présentées par le peintre Pierre Labrecque.
- **Dégustations de produits régionaux.** Aussi, votez pour le prix du public en salon, parmi les 24 meilleurs fromages québécois.
- **Circuits vélo, forfaits avantageux, théâtres d'été, hébergements, campings, réserves fauniques et plus encore.**
- **Un feu roulant d'activités** partout dans le Salon et des conférences sur vos destinations préférées à la place des conférences.

Pour connaître la programmation complète
www.salonvacances.com

- **Plus de 200 exposants** et spécialistes présentent leurs produits vedettes et leurs conseils judicieux.
- **Trois super jardins vedettes** présentés par les Écoles d'horticulture de Beauharnois, Laval et Montréal.
- **Une vingtaine de jardins thématiques** pratiques et réalisables.
- **Fleurs en fête** présenté par les Vins Georges Dubœuf : de superbes tables montées et fleuries pour différentes occasions.
- **Séances de signature** de livres par les grandes vedettes du milieu horticole québécois.
- **Démonstrations d'empotage** par Premier Horticulture.
- **Mini-conférences** sur les bassins d'eau par Aqualys.
- **Nouveautés horticoles 2003** présentées par Hortipat.
- **Un feu roulant d'activités** et d'information à la place de la fleuristerie et des conférences.
- **Spas et meubles de jardin** par Piscines Trévi.

Pour connaître la programmation complète
www.salonfleursplantes.com

Promotion

Un tandem redoutable

Deux forces parallèles, un tandem puissant, l'ail et l'oignon, produisent dans l'ail sulfo-génik, 30 composés soufrés incluant 4 000 mcg d'alicine par comprimé.

Chaque comprimé entéro-soluble libère une dose standardisée de 4 000 mcg d'alicine, produit soufré par excellence, dans votre tube digestif, là où vous en avez besoin... et non pas dans l'estomac.

Ce sont tous les bienfaits de l'alicine, sans odeur, bien meilleur et plus agréable que l'ail frais. L'ail Sulfo-Génik, l'ail Sur-Actif.

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

3131601A

Le magazine
Québec
CKAC 730

Le magazine
Jardins
TQS

La Presse
énergie 94.3

Heures d'ouverture
Vendredi.....11 h à 21 h
Samedi.....10 h à 21 h
Dimanche.....10 h à 18 h

Prix d'entrée
Adultes.....10 \$
Étudiants et aînés.....8 \$
Enfants de 6 à 12 ans.....3 \$

La billetterie fermera une heure avant la clôture du Salon.

La Presse

LES DOSSIERS DU DIMANCHE

COMMENT RÉUSSIR LA «DÉBAASISATION» DE L'IRAK?



Photo RAMZI HAIDAR, AFP

Déraciner Saddam

Les images du saccage des innombrables statues et portraits de Saddam Hussein en Irak ont fait le tour du monde cette semaine. Mais au-delà des symboles, un travail beaucoup plus compliqué reste à faire :

déraciner les habitudes ancrées profondément dans la population irakienne par Saddam Hussein et son parti baasiste. Les exemples du passé montrent que la «débaasisation» sera difficile, voire impossible.



MATHIEU PERREULT

Quand les soldats américains ont pris l'aéroport international Saddam-Husseïn, la semaine dernière, ils ont immédiatement changé son nom pour «aéroport de Bagdad». La modification montre l'importance des symboles dans le «changement de régime» qui s'effectue péniblement en Irak. Des manuels scolaires à la toponymie, un grand chambardement se prépare sur les rives du Tigre et de l'Euphrate.

Depuis quelques mois, un nouveau mot a fait son apparition dans les médias : «débaasisation». Le terme fait allusion au parti Baas du dictateur irakien et renvoie à la dénazification, à l'épuration de la fonction publique et de la justice allemande après 1945. Il ne suffit pas de renverser Saddam Hussein et ses plus proches collaborateurs; pour vraiment démocratiser l'Irak, il faudra le libérer de l'emprise du parti lui-même.

«Il y a plusieurs raisons de vouloir épurer la fonction publique après la chute d'une dictature», explique à *La Presse* Charles Maier, historien à l'Université Harvard, qui s'est penché sur l'Allemagne de l'après-guerre et sur l'Europe de l'Est après la chute du communisme. «On peut vouloir punir des coupables. On peut aussi considérer que ce sont des gens qui ne sont pas arrivés en position de pouvoir grâce à leurs capacités intellectuelles, mais par leur obéissance. On a aussi avancé que les fonctionnaires qui ont quelque chose à se reprocher pourraient subir du chantage. Il faut aussi éviter la corruption de la reconstruction: comme les hauts fonctionnaires d'un régime dictatorial bénéficient d'un réseau politique très solide, ils pourraient s'en servir pour détourner les fonds alloués à la reconstruction du pays.»

Le cas de l'Allemagne en 1945 est particulièrement révélateur des difficultés d'une telle opération. Les États-Unis avaient au départ le projet de nettoyer la fonction publique nazie. «En août 1945, 100 000 fonctionnaires avaient perdu leur poste sur le million que comptait l'Allemagne de l'Ouest», relève Douglas Porch, historien à l'Académie de la marine américaine, en Californie. «À la fin de 1945, la méthode a changé : il ne suffisait pas seulement d'avoir occupé un poste de responsabilité; il fallait s'être comporté de manière répréhensible.»

L'armée américaine s'est alors lancée dans une opération gigantesque: évaluer le comportement de millions de citoyens allemands, fonctionnaires ou simples employés d'entreprise. Plus de 13 millions de formulaires comportant 139 questions ont été remplis entre mars 1946 et août 1947. «Selon leurs réponses, les Allemands devaient être classés en cinq catégories: les nazis convaincus, les coupables, les légèrement coupables, ceux qui ont suivi le courant et les innocents», dit M. Porch.

Gros poissons

L'analyse des 13 millions de questionnaires a révélé 3 millions de cas suspects. À ce moment, l'opération s'est embourbée: il a été impossible de former les tribunaux chargés de la purge. «L'armée américaine a rapidement rapatrié ses soldats et ses officiers, explique M. Porch. Alors il a fallu mettre des Allemands à contribution. Mais il était très difficile d'en trouver assez pour les tribunaux. Le président allemand Konrad Adenauer se plaignait souvent que la dénazification l'obligerait à recruter les fonctionnaires chez les gens de plus de 65 ans ou de moins de 20 ans. La presse américaine voyait aussi de manière très négative ce qu'elle qualifiait de «certificats de bonne conduite.»

La dénazification a été confiée aux Allemands, qui l'ont abandonnée en 1947. «Finalement, environ 58 000 fonctionnaires ont perdu leur travail

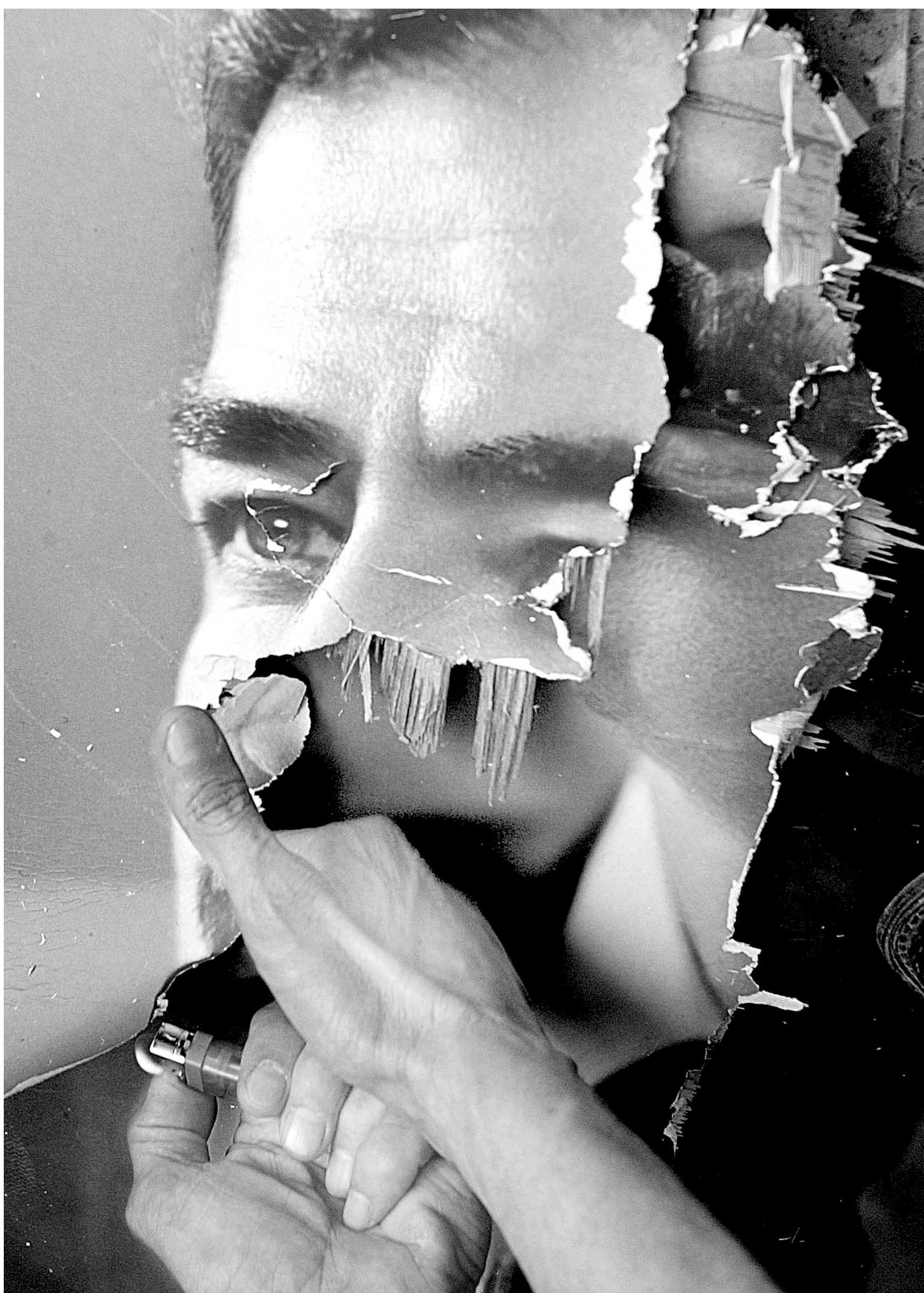


Photo PATRICK BAZ, AFP

dans le cadre de la dénazification, indique M. Porch. Les plus gros poissons s'en sont souvent sortis parce que l'évaluation de leur cas était plus compliquée, donc plus longue, et n'a pas pu être terminée avant l'arrêt de la dénazification. Pire, la plupart des Allemands qui ont participé aux tribunaux de dénazification ont été honnis et traités en paria. Au début des années 50, ils avaient pour la plupart eux-mêmes perdu leur travail.»

Il a fallu les années 60 pour que certains juges allemands perdent leur travail à cause de leurs liens trop étroits avec le nazisme. Cette «seconde épuration», qui s'appuyait sur les

enquêtes de procureurs et de journalistes, a aussi eu lieu en France dans les années 80 et 90, avec des procès comme celui de Maurice Papon et les révélations sur les liens de François Mitterrand avec le régime de Vichy.

L'après-communisme

Les gouvernements qui ont succédé au communisme en Europe de l'Est ont tenté d'éviter de répéter les erreurs de la dénazification. En Tchécoslovaquie, considérée comme l'élève modèle à ce sujet, un processus rapide et relativement clément a été imposé: tous les fonctionnaires situés au-dessus d'un certain niveau et qui

avaient collaboré avec les services de renseignement ont été mis à pied pour une période de cinq ans.

Entre 1991 et 1994, 240 000 cas ont été examinés, et 10 000 personnes ont été mises à pied, selon Jon Elster, un sociologue de l'Université Columbia qui s'est penché sur la «lustration», le terme officiel pour «décommunisation» en Europe de l'Est. «C'est une proportion semblable à ce qui s'est passé en France et en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, entre 2 et 5% de la fonction publique, dit M. Elster. Évidemment, l'épuration est toujours plus sévère dans certains groupes. En France, par exemple, plus de 10% des officiers



Photo RAMZI HAIDAR, AFP



Photo ALI JAREKJI, REUTERS

de l'armée ont perdu leur travail après 1944, et 25% des généraux.»

À titre de comparaison, l'un des épisodes les plus sévères d'épuration des deux derniers siècles, en France, après Napoléon, a fauché entre le quart et le tiers de la fonction publique, selon M. Elster. «En 1814, l'épuration n'avait pas eu lieu, ce qui a facilité le retour de Napoléon en 1815. Alors elle a été particulièrement sévère à ce moment.»

La lustration a été beaucoup plus sévère en Allemagne de l'Est: 42 000 fonctionnaires ont perdu leur travail, dont la moitié des juges, alors que la population était comparable à celle de la Tchécoslovaquie, selon M. Elster. «En RDA, les Allemands de l'Ouest ont remplacé les fonctionnaires et les juges déchus. Ça a causé une certaine amertume à l'Est, mais au moins, il s'agissait d'Allemands.»

Le cas de l'Allemagne de l'Est montre que l'épuration en profondeur

En France, plus de 10% des officiers de l'armée et 25% des généraux ont perdu leur travail après 1944.

d'un régime dictatorial ne peut réussir qu'à l'interne. «L'Allemagne de l'Ouest a en quelque sorte géré le passé de l'Allemagne de l'Est», explique Guillaume Mouralis, historien au Centre national de recherche scientifique français, qui a étudié la lustration en RDA. «C'est un cas unique. La gestion du passé en Irak sera certainement différente. Dans les pays où il y a eu une gestion interne du passé, la plupart du temps, on a mis l'accent sur la vérité plutôt que sur les purges.»

Les leçons du passé ne sont pas de bon augure pour la «débaasisation» de l'Irak. «Il est très difficile qu'un pays étranger réussisse une telle épuration, renchérit M. Porch. Les États-Unis vont avoir de la difficulté à trouver une collaboration avec les pays voisins : le monde arabe n'est pas du tout à l'aise avec cette victoire. Le contexte était très différent après la Deuxième Guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne étaient très isolés et leurs gouvernements étaient discrédités par leur population. Et même là, il a été difficile de procéder à une épuration en profondeur. Au Japon, seuls quelques hauts dirigeants ont été jugés. Il n'y a pas eu d'épuration.»

Afin qu'au moins les futurs fonctionnaires soient libérés des fantômes baasistes, la réforme de l'éducation est très importante. L'Agence américaine pour le développement international a lancé un appel d'offres d'une valeur de 65 millions de dollars américains pour organiser 25 000 écoles accueillant 4,2 millions d'enfants irakiens.

Les enfants irakiens apprennent à

lire avec des manuels où se trouvent des photos de Saddam Hussein en uniforme militaire, en train de réviser des troupes. Ils apprennent rapidement les mots «tank», «mitrailleuse» et «bazooka», selon un reportage du *Washington Post*. Il y a pire : en Corée du Nord, certains manuels de mathématiques enseignent les additions et les soustractions en utilisant des exemples de guerre : il y a trois grenades et on en lance deux, combien en reste-t-il?

«Dans les années 90, on a commencé à comprendre quelles méthodes fonctionnent pour les réformes éducatives à la suite de la chute d'une dictature», explique, depuis Paris, Kacem Bensalah, responsable du dossier à l'UNESCO. «Par exemple, on sait qu'il faut adapter les approches aux réalités du pays. Voilà 10 ans en Somalie, une ONG tentait par exemple d'enseigner l'égalité des hommes et des femmes avec des livres où on voyait entre autres choses un garçon et une fille s'embrasser. C'était un contexte occidental qui a beaucoup choqué en Somalie. De même, en Afghanistan, au milieu des années 90, des ONG ont connu des échecs parce qu'elles enseignaient que la religion n'avait aucune place dans les écoles.»

La débaasisation peut même donner lieu à des excès. À Dubrovnik, une statue célébrant les exploits des résistants yougoslaves ayant combattu les nazis a été enlevée après l'indépendance de la Croatie, raconte Dinu Bumbaru, directeur d'Héritage Montréal. Mais les résistants avaient aussi combattu le régime fasciste croate oustachi: renier la Yougoslavie communiste n'équivalait-il pas à absoudre le fascisme?

M. Bumbaru fait partie du Conseil international des monuments et sites, un organisme qui conseille l'UNESCO sur la valeur patrimoniale des lieux culturels internationaux. Les leçons de l'Europe de l'Est, selon lui, montrent qu'on ne peut pas effacer toutes les traces d'une dictature. «Prenez le mausolée de Lénine sur la place Rouge, à Moscou: il a une valeur artistique certaine. Les statues et les monuments aux dictateurs constituent souvent le summum de l'expression artistique d'une époque. Il y a probablement une fonction cathartique à démolir des statues de Saddam Hussein, mais il faudra à un certain point en conserver certaines. Peut-être dans un musée.»

La débaasification est nécessaire. Mais le nouveau gouvernement irakien aura aussi besoin de l'expertise des fonctionnaires de l'ancien régime. Et il ne faut pas oublier le passé. Entre tous ces écueils, la reconstruction de l'Irak s'annonce ardue.

Photo WALLY SANTANA, AP



FAITS ET GESTES



Un survol d'informations sur des faits de société

FRANÇOIS BERGER
fberger@lapresse.ca

Un p'tit joint

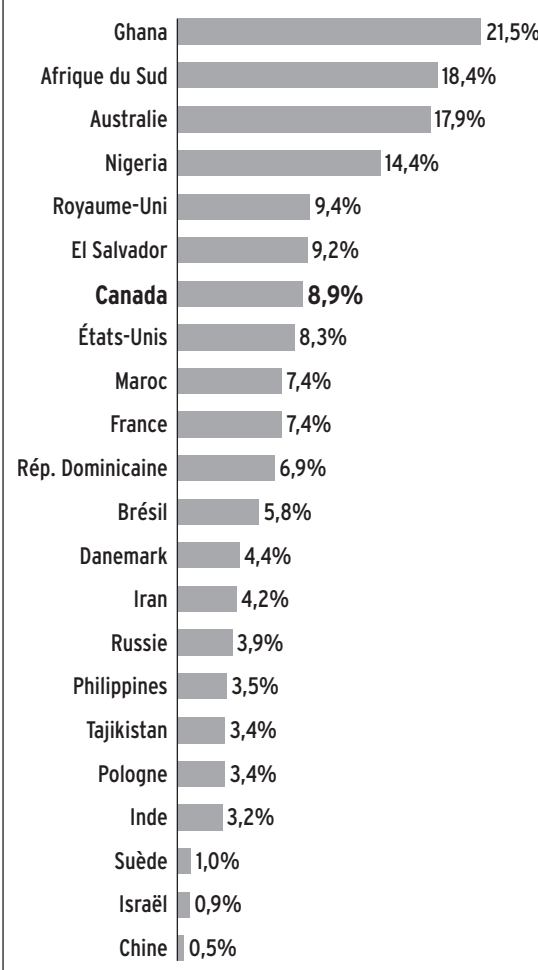
C'EST BIEN connu, la marijuana détend, rend joyeux, stimule l'appétit et soulage la douleur, des bienfaits maintenant permis officiellement à certains malades au Canada. De nouvelles études montrent aussi un lien clair entre la prise de cannabis et le risque accru de dépression, d'anxiété et de schizophrénie. Sa consommation augmente du tiers le risque de schizophrénie et même de six fois chez les gros usagers.

Le cannabis est la drogue illicite la plus consommée dans le monde : 150 millions de personnes âgées de plus de 14 ans en font usage, selon l'ONU (une sur 28). Au Canada, il y a 2,2 millions de «poteux» (une personne sur 11, comme aux États-Unis), 800 000 au Québec (une sur 7). Après les pays africains, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en font la plus forte consommation. Un gramme de cannabis coûte environ 11 \$US en Occident, soit 12 fois moins que la cocaïne et 17 fois moins que l'héroïne. Le prix est aussi bas que 10 cents en Afrique.

On estime à 30 000 tonnes la production annuelle mondiale d'herbe magique, suffisamment pour rouler 40 milliards de joints! Dans certains pays, la drogue occupe une part importante de l'économie, jusqu'à 5% du PIB dans les Antilles.

Consommation de cannabis

Population de 15 ans et plus en pourcentage annuel



Source : Global Illicit Drug Trends 2002, ONU

Le rêve suédois

LES IMMIGRANTS aux États-Unis ne veulent pas tous devenir des Américains, puisque seulement 3% d'entre eux demandent chaque année la citoyenneté de ce pays, selon un relevé sur les acquisitions de nationalité dans une vingtaine de pays. La citoyenneté la plus prisée des immigrants est la suédoise — 9% des étrangers l'adoptent chaque année — comme c'est aussi généralement le cas des autres pays scandinaves. Les nationalités française, belge et hongroise sont également recherchées.

Près de 4,5% des immigrants au Canada optent chaque année pour sa citoyenneté. Le pays se classe au huitième rang, juste derrière la France et devant le Royaume-Uni. Les États-Unis sont au 12^e rang, l'Australie au 15^e, tandis que le Portugal est le pays occidental dont la citoyenneté est la moins recherchée.

La vie est belle !

LES MONTRÉALAIS et les Torontois semblent prendre la vie plus allègrement que les habitants des autres villes canadiennes : 6% des citoyens montréalais et torontois âgés de 12 ans et plus ont souffert de dépression en 2001, selon l'Institut canadien d'information sur la santé. Même proportion à Québec.

À Ottawa et Vancouver, 8% des gens sont dépressifs. Il semble que la Colombie-Britannique soit particulièrement propice à la dépression, qui touche 13% de la population de West Kootenay et 12% de celle de la Vallée de la Fraser. À Moncton, la dépression touche 11% de la population. Il s'agit de 10% à Edmonton et de 9% à Calgary. Dans l'ensemble du Canada, 7% des habitants étaient en dépression en 2001.

Quelque 340 millions de personnes en souffrent chaque année dans le monde (6% des hommes, 10% des femmes). Le risque de dépression au cours de la vie d'un individu est d'un sur six.

Le virus du nul

UN VOLEUR qui prenait manifestement du poids tout en faisant ses emplettes dans les magasins de Leverkusen, en Allemagne, a été arrêté alors qu'il portait un pull, une chemise, une veste, des maillots de bain et plusieurs sous-vêtements dérobés. Ayant remarqué que l'homme, un Polonais de 22 ans, était au début très peu couvert malgré le froid, des policiers l'ont interpellé après l'avoir suivi dans deux grands magasins. Son embonpoint croissant lui a valu une amende.



Vote virtuel

MALGRÉ L'OMNIPRÉSENCE des nouvelles technologies et d'Internet, le virtuel sera absent du scrutin québécois du 14 avril prochain. Une centaine de municipalités utilisent déjà une forme ou une autre de vote électronique, comme la lecture optique des bulletins et leur compilation par la machine. À certains endroits, les électeurs municipaux votent directement à l'écran, au bureau de vote, sans bulletin de papier.

La loi électorale permet ce genre d'expérience dans les élections partielles provinciales (ce qui n'a pas encore été tenté), mais elle l'empêche pour des élections générales, car le principe de base veut que tous les électeurs aient accès aux mêmes moyens de vote, sans discrimination. Donc, on fera encore sa marque sur le traditionnel bulletin de papier, dans l'un des 24 000 bureaux de vote installés dans 4000 endroits au Québec.



Relations fatales

PRÈS DE la moitié des femmes victimes de meurtre dans le monde sont assassinées par leur conjoint, leur ex-conjoint ou leur ami intime, constate l'Organisation mondiale de la santé. Le meurtre passionnel des femmes est jusqu'à 10 fois plus fréquent dans les pays en développement et dans ceux où les inégalités culturelles et économiques sont grandes entre les sexes. Au Québec, 15 femmes sont tuées par leur conjoint chaque année, en moyenne, tandis que quatre hommes subissent le même sort.

Les pays les moins dangereux pour les femmes sont le Japon, le Royaume-Uni et la Grèce. Les plus meurtriers sont la Colombie et la Russie, où le nombre d'homicides féminins en général (pas seulement les drames conjugaux) est de neuf à 10 fois plus élevé qu'au Canada ou en Australie.

Qui s'instruit s'endette !

SI LES études poussées mènent généralement à des emplois mieux payés, il est aussi vrai que s'instruire coûte cher et même de plus en plus cher. Selon Statistique Canada, la dette moyenne des étudiants d'université a augmenté de 34% durant les années 1990, celle des collégiens de 57%. Une autre enquête établit la dette étudiante moyenne à 10 300 \$ au Québec, en 2002, et à 12 000 \$ dans l'ensemble du pays. Les droits de scolarité à l'université ont augmenté de 8% par année de 1998 à 2003.

Les bacheliers éprouvent des difficultés accrues face à leurs dettes d'études. Les finissants de 1990 avaient remboursé le tiers de leur dette deux ans plus tard, tandis que ceux de 1995 n'en avaient réglé que le quart. Après cinq ans (en l'an 2000), les bacheliers traînent encore près de la moitié de leur dette et un sur six éprouve des difficultés de remboursement.

Les jeunes Canadiens de milieu aisé sont deux fois et demie plus susceptibles de fréquenter l'université que ceux de milieu pauvre.

À refaire

Un logement sur 13, au Québec, nécessite des réparations majeures, comparativement à un sur 16 en Ontario, selon l'Institut de la statistique du Québec. Le parc immobilier ontarien est plus jeune que celui du Québec, où 70% des logements ont plus de 20 ans. Sans surprise, ce sont les bâtiments les plus anciens qui nécessitent davantage de rénovations, mais 1,3% des logements récents au Québec (construits il y a moins de cinq ans) et 1,2% de ceux d'Ontario ont besoin de travaux majeurs.

Locataires comme propriétaires québécois habitent dans les mêmes proportions un logement délabré. Les «réparations majeures» concernent la plomberie, l'électricité, la charpente des murs et celle des planchers.

Aphorisme

«La réalité, c'est l'illusion créée par l'absence de drogues.»

— Richard Desjardins, chanteur québécois (né en 1948)

CHEVROLET



CLIMATISEZ À VOLONTÉ



CLIMATISEUR À NOS FRAIS

OU CRÉDIT ÉQUIVALENT, JUSQU'À 1 000 \$*

0%

À L'ACHAT

jusqu'à 36, 48 ou 60 mois,
selon les modèles*

0\$

À LA LOCATION

Aucun comptant

GM paie la 1^{re} mensualité**

GM paie le dépôt de sécurité***

Sur certains modèles



Tracker



Cavalier



Impala



Malibu



Silverado



Venture



TrailBlazer

CHEVROLET
Oldsmobile



Vos concessionnaires du Québec

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 en stock à l'achat et à certains modèles en location parmi ceux en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. *Offre valide en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 2 juin 2003. S'applique à l'achat ou à la location. Le climatiseur doit avoir été installé en usine sur le véhicule en stock ou un crédit équivalent à la valeur d'un climatiseur en place sur le même type de véhicule, jusqu'à un maximum de 1 000 \$, sera offert. La taxe d'accise applicable au climatiseur est à la charge du consommateur. **Taux de financement à l'achat de 0% disponible pour la plupart des modèles pour des termes de 36, 48 ou 60 mois, selon les modèles. À la location, GM paie le dépôt de sécurité et la première mensualité sur les modèles suivants: Cavalier, Tracker, Malibu, Alero, Silhouette et Venture. ***Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. ****À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. L'offre de financement à l'achat et celle du climatiseur ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupees, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf G&P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas non plus aux Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant,
à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Des contribuables mécontents

Près de 150 personnes ont bloqué hier matin la circulation sur le boulevard Saint-Laurent, à l'intersection de la rue Sherbrooke, à Montréal, afin de protester contre le refus du gouvernement de Bernard Landry d'accepter les recommandations du rapport du Protecteur du citoyen dans le dossier des projets de placements en recherche et développement. Selon Hélène Labrèche, présidente du Mouvement Action contribuables, le gouvernement a littéralement jeté à la rue 8000 familles de la classe moyenne en les privant de crédits d'impôt importants. Québec avait pourtant promis des incitatifs fiscaux aux citoyens qui investissaient dans ces projets. Certaines de ces familles doivent actuellement plus de 75 000 \$ au fisc québécois à cause de placements qu'ils ont faits de bonne foi : c'est le gouvernement, au début des années 1990, qui encourageait les investissements en recherche et développement afin de favoriser la croissance économique du Québec.

Virage à droite permis, sauf à Montréal

Au Québec, depuis minuit, les automobilistes ont le droit de tourner à droite au feu rouge, sauf lorsqu'ils se trouvent à Montréal. Du coup, cette nuit, le Québec a harmonisé ses règles de circulation routière avec celles des autres administrations nord-américaines.

Le ministère des Transports a lancé il y a quelques semaines une campagne pour informer les automobilistes de la marche à suivre lorsqu'ils se trouvent à une intersection où aucune affiche n'interdit le virage à

droite : arrêter complètement à la ligne d'arrêt, céder le passage aux piétons engagés, aux véhicules et aux cyclistes, regarder dans le rétroviseur droit et vérifiez l'angle mort droit, regarder des deux côtés puis s'engager.

Selon le MTQ, le virage à droite au feu rouge n'est pas obligatoire, c'est un privilège. En ce sens, il demande aux automobilistes de ne pas klaxonner et de respecter la décision du conducteur qui les précède.

Le temps de travail des professeurs reconnu

UNE ENTENTE de principe est intervenue entre le gouvernement du Québec et la Fédération des enseignants de cégeps (FEC) au sujet de la reconnaissance du temps de travail des professeurs.

La FEC représente le personnel enseignant des sept établissements du réseau collégial public. L'entente prévoit que chaque enseignant devra accorder, progressivement à même ses heures de disponibilité, 173 heures par année à des activités pédagogiques et

à des activités de concertation inhérentes à la vie pédagogique des programmes.

Les activités pédagogiques englobent l'encadrement des étudiants, la formation pédagogique, l'assistance professionnelle aux enseignants ainsi que les activités d'information et de promotion liées au développement institutionnel. De plus, l'entente reconnaît la structure de l'échelle salariale du personnel enseignant du collégial et « confirme la reconnaissance des diplômés de maîtrise et de doctorat. »

EN VOYAGE AVEC VOUS

Les mercredi et samedi dans **La Presse**

VACANCES VOYAGE



Forum

La peur

Comment ne pas redouter que l'épidémie de SRAS soit plus meurtrière au final que la deuxième guerre du Golfe ?

GÉRARD FABRE

L'auteur est chercheur au CNRS, à Paris, et auteur de « Épidémies et contagions. L'imaginaire du mal en Occident », Presses Universitaires de France, 1998.

Une guerre peut-elle cacher une épidémie ? Sans jouer les prophètes de malheur, comment ne pas redouter que l'épidémie de SRAS soit plus meurtrière au final que la deuxième guerre du Golfe ?

Ce qui se profile actuellement prend déjà l'allure d'une pandémie, avec ses mouvements de panique (comme à Hong-Kong et en Chine, où des pharmacies sont prises d'assaut) et ses cordons sanitaires (masques hygiéniques, désinfection, isolement, mesures coercitives comme en Thaïlande où les autorités menacent de six mois de prison toute personne venant d'une zone à risque sans porter de masque). En dehors de l'Asie, les regards se tournent vers le Canada, pays le plus touché, avec surtout Toronto, en Ontario. Comment appréhender en termes sociaux l'évolution de ce risque sanitaire majeur ?

Face à la peur qui s'empare des foules, les autorités médicales et politiques adoptent, comme il est presque toujours de règle en temps d'épidémie, une ligne de conduite dictée par « la peur de la peur » : il faut à tout prix dédramatiser, ne pas provoquer de panique collective, ce qui peut mener à la rétention d'informations (comme en Chine) ou à des stratégies de diversion (par exemple, rappeler que la grippe tue chaque année sans qu'on daigne s'en inquiéter). Dans une première phase, les autorités sanitaires ont minimisé la contagion : un contact répété avec un malade serait nécessaire. Nous n'en sommes plus là : il y a tout lieu de craindre que le virus du SRAS se communique par voie aérienne, comme celui de la grippe, mais avec un taux de mortalité autrement plus élevé (autour de 3 %).

La peur va donc sans doute s'amplifier dans les semaines à venir, à mesure que s'allongera la liste des victimes et que se renforceront les restrictions de déplacement, les quarantaines et toutes les autres mesures prophylactiques. La peur affleure d'autant mieux que, dans un passé proche, la survenue du sida et la prise de conscience des risques alimentaires (tel que celui lié à l'ESB — la « maladie de la vache folle ») ont entamé les croyances en une science biomédicale capable de venir rapidement à bout de tous les problèmes de santé publique.

Les chercheurs tentent bien sûr de relever le défi du SRAS, mais rien n'est encore acquis. Identifier la souche du virus ou même découvrir un vaccin ne suffit pas à enrayer une épidémie de ce type. Les scientifiques admettent que les piétinements sont probables. Ainsi Julie Gerberding, directrice des Centers for Disease Control aux États-Unis, a déjà averti : « Si le virus est plus rapide que nos capacités scientifiques, de communication et de contrôle, nous pourrions être lancés dans une course longue et difficile ».

La mondialisation microbienne

L'épidémie de pneumopathie atypique ne surgit pas du néant. Si elle s'installe sur une scène mondiale en mouvement, elle n'opère pas une rupture dans l'histoire des maladies infectieuses. Au contraire, elle s'inscrit dans une très longue lignée, les épidémies ayant comme constante d'être des maladies de



Dans les transports en commun de Hong-Kong, les passagers portent le masque afin d'éviter de contracter le virus qui a déjà fait 23 morts et affecté des centaines d'autres personnes.

PHOTOTHÈQUE AP

« La peur va sans doute s'amplifier dans les semaines à venir, à mesure que s'allongera la liste des victimes. »

l'échange social, de la mise en relation des personnes. Dans la préhistoire, la domestication d'espèces animales sauvages (boeufs et autres bovidés domestiques) est à l'origine de nombreuses maladies transmissibles, comme la tuberculose ou la brucellose (pour le SRAS, on sait que la piste de la transmission de l'animal à l'homme est sérieusement envisagée).

À partir du 1^{er} siècle de notre ère, les relations commerciales régulières dans la zone eurasiatique s'accompagnent d'importantes migrations de populations, qui bousculent les équilibres antérieurs. De 1200 à 1500, alors que l'influence de l'Empire mongol s'accroît, la peste ravage les zones de contact. Aux XV^e et XVI^e siècles, la multiplication des guerres en Europe est à l'origine des épidémies de typhus. Quant aux échanges transocéaniques, ils donnent lieu à une « unification microbienne » qui décime une partie des populations autochtones et provoque une aggravation des formes de la syphilis en Europe.

Au XIX^e siècle, l'augmentation de la vitesse des transports, avec l'introduction de la

marine à vapeur, joue un rôle important dans la pandémie de choléra. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, les transformations des relations entre la ville et la campagne génèrent de nouvelles pathologies ; en même temps se perfectionnent les parades avec la vaccination et la sérothérapie. Depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, les transports aériens facilitent la propagation de virus comme le VIH, l'hépatite et maintenant le SRAS.

La plupart du temps, c'est la structure sociale qui décide de l'extension d'une épidémie. La concentration humaine en Asie est un facteur de dissémination du SRAS. Il en va de même des migrations, comme en Chine (où des centaines de milliers de migrants rejoignent leur famille au début du mois d'avril pour célébrer la fête des ancêtres). Le risque de multiplication des foyers, comme celui des Jardins d'Amoy à Hong-Kong, est bien réel. En fermant deux hôpitaux de Toronto, les responsables de la santé publique de l'Ontario ont voulu précisément déjouer ce risque : le tissu urbain des grandes métropoles, avec ses réseaux de transport, consti-

tue un terreau propice à la progression d'une épidémie.

Le fantasme sécuritaire

Quand une menace plane sur un ordre social, le fantasme sécuritaire peut prospérer. La peur engendre la peur : ce cycle incontrôlable produit l'idéologie sécuritaire qui cautionne les guerres préventives. La métaphore militaire n'est pas fortuite : omniprésente dans la terminologie pasteurienne, elle répond au désir d'identifier et d'éliminer un risque potentiel.

Dans cet engrenage qui consiste à vouloir partout conjurer nos peurs, l'idéologie sécuritaire justifie en dernier ressort toutes les machines de guerre, toutes les traques de fauteurs de troubles, actuels ou virtuels. Si des pandémies venaient à provoquer de nos jours des ponctions démographiques élevées en Occident, cette idéologie pourrait être poussée dans ses derniers retranchements : faudrait-il mettre un pays en quarantaine ? Un continent (fut-il aussi gigantesque que l'Asie) ? Et pourquoi pas le monde entier ?

LA BOÎTE AUX LETTRES

ÉTS : débat sur la pratique religieuse

L'ÉCOLE DE TECHNOLOGIE supérieure a refusé de fournir un local de prière à des étudiants musulmans. Ce n'est pas une première. En 1992, des étudiants catholiques avaient demandé à l'institution des locaux pour pratiquer leurs activités religieuses et l'école avait refusé. L'ÉTS est une école laïque. Ce n'est pas à l'université de d'assumer les coûts d'un local ni dans son mandat d'encourager des pratiques religieuses. Il y a des églises, des mosquées, des synagogues et autres temples à Montréal pour cela. L'ÉTS a également installé des affiches dans les salles de toilette pour interdire les bains de pieds dans les lavabos, ce qui aurait fait de la peine aux musulmans concernés qui, avant la prière, doivent faire leurs ablutions. Pour ma part, j'estime que ce règlement porte uniquement sur des questions d'hygiène publique et de politesse envers ses semblables.

A-t-on respectueusement expliqué à ces jeunes personnes emplies de ferveur que les institutions scolaires et universitaires francophones dont fait partie l'ÉTS ont depuis plusieurs décennies exclu de leur établissement tout symbole religieux et les manifestations qui en découlent afin de laisser toute la place à l'apprentissage académique et au développement harmonieux des élèves de toutes les origines, sans distinction, dans un

souci d'équité ? La religion n'est pas un droit : c'est un choix. Je dirai à ces étudiants : « Si l'école t'empêche de prier, lâche l'école ! »

SYLVIE SÉGUIN
Montréal

Se louer un local

JE VOUS ÉCRIS au sujet des étudiants musulmans qui aimeraient obtenir un local de l'ÉTS pour faire leurs prières. Je pense que ces musulmans devraient plutôt louer un appartement à côté de l'université. Ils pourraient ainsi prier en paix et s'y laver, au lieu d'utiliser les toilettes publiques. Comme chacun, ils sont libres de prier. Mais il n'existe aucun droit de faire payer les contribuables pour cela.

NATHALIE TREMBLAY

Quelle est la vérité ?

EN TANT QU'ÉTUDIANT de l'ÉTS, j'aimerais vous faire connaître mon opinion sur la situation de la pratique de la religion musulmane et sur les « faits » qui sont propagés dans les médias.



L'École de technologie supérieure, à Montréal.

Tout d'abord, vous devez savoir que les étudiants musulmans ne se sont pas fait

refuser l'accès à des locaux pour prier, ils se sont fait refuser l'accès à un local précis dédié à leur seul besoin de prière. J'étudie la majorité du temps durant la journée dans des locaux vides lorsqu'il n'y a pas de cours et les musulmans ont le droit d'y prier ; certains le font même en ma présence (ils n'auraient pas de difficulté à en trouver des vides...).

Deuxièmement, il est vrai qu'ils n'ont pas le droit de se laver les pieds dans les lavabos des toilettes (ils le font quand même) mais ils ont tout à fait le droit d'aller dans le vestiaire du gymnase qui se trouve au rez-de-chaussée et de s'y laver. Pratiquement à tous les jours je dois attendre avant de me laver les mains à un lavabo car quelqu'un s'y lave les pieds. Cela m'occasionne des pertes de temps. Mais le plus fâcheux, c'est qu'après leur départ, les comptoirs et planchers sont laissés dans un mauvais état (de l'eau partout).

Loin de moi l'idée de mépriser ces pratiquants (mes confrères d'études) mais ceux-ci me méprisent dans leur désir incessant de provoquer... Pratiquez en paix et cessez de chercher l'oppression s'il-vous-plait.

PHILIPPE DISTILLO
étudiant en génie électrique

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

La nouvelle peste



KATIA GAGNON

kgagnon@lapresse.ca

De jour en jour, la crainte du syndrome respiratoire aigu sévère prend de l'ampleur à Toronto. Les proches des victimes sont traités comme des pestiférés, des congrès sont annulés. Cette panique gagnera bientôt Montréal : déjà, des commerçants du quartier chinois ont vu leur chiffre d'affaires diminuer de moitié. Or le virus dont on parle ici est moins contagieux que le rhume et tue infiniment moins qu'une bonne vieille grippe.

Bon an, mal an, entre décembre et mars, le Québec enregistre 300 000 à 500 000 cas de grippe. Entre 5000 et 10 000 personnes sont hospitalisées, 1000 à 1500 en meurent. Non, il n'y pas d'erreur d'impression. Vous avez bien lu. Chaque année, au Québec, un millier de personnes meurent des suites d'une grippe. Depuis l'apparition du premier cas de SRAS, il y a six mois, 3000 personnes ont été infectées et le virus a fait une centaine de victimes dans le monde.

Qui meurt de la grippe ou d'une pneumonie ? En grande majorité des gens âgés, dont l'organisme est affaibli. Même scénario pour le SRAS : les personnes qui sont décédées au Canada étaient toutes, à une exception près, des personnes âgées. Il faut bien noter que le SRAS est loin d'être incurable : 95 % des victimes survivent à la maladie sans la moindre séquelle. On a aussi fait grand cas de la contagiosité du SRAS. Dans l'échelle des maladies contagieuses, le rhume, la rougeole et les oreillons, qui se transmettent par contact avec des objets inanimés, surpassent de loin le SRAS, véhiculé par les gouttelettes de salive d'un malade atteint.

La fin d'un symbole



MICHÈLE BOISVERT

mboisver@lapresse.ca

En annonçant, jeudi dernier, la fin prochaine des vols du Concorde, les transporteurs Air France et British Airways confirmaient que les jours fastes de l'industrie aérienne étaient bel et bien révolus.

Conçu en 1969, le Concorde a été le seul appareil supersonique exploité commercialement. Avec ses lignes épurées et son nez aquilin, le Concorde était le nec plus ultra des appareils transatlantiques. Fréquenté tant par les gens d'affaires et les vedettes du rock que par la reine d'Angleterre, le Concorde donnait toute sa signification au terme *Jet set*.

Déjà secoué par la déréglementation du transport aérien et la compétition accrue qui en a résulté, le Concorde a été sérieusement ébranlé par la tragédie survenue en juillet 2000, où 113 passagers ont péri à la suite de l'écrasement d'un appareil appartenant à Air France.

Lorsque le supersonique a repris du service, en novembre 2001, l'industrie aérienne était toujours sous le choc des attaques terroristes du 11 septembre. Tout aussi majestueux qu'il pouvait l'être, le Concorde n'était plus efficace. Le joyau de l'aviation française et britannique coûtait tout simplement trop cher à exploiter, une situation qui s'est détériorée davantage avec la guerre en Irak et l'apparition du syndrome de la détresse respiratoire acquise. Ces derniers temps, l'équipage du Concorde volait pratiquement en solitaire, seulement un siège sur cinq trouvant preneur.

Il ne faudrait pas croire cependant que le Concorde aura succombé uniquement en raison de chocs externes. Bien au contraire. La chute du supersonique s'explique surtout par la transformation profonde qui s'opère actuellement dans l'industrie aérienne.

Relativisons donc la panique.

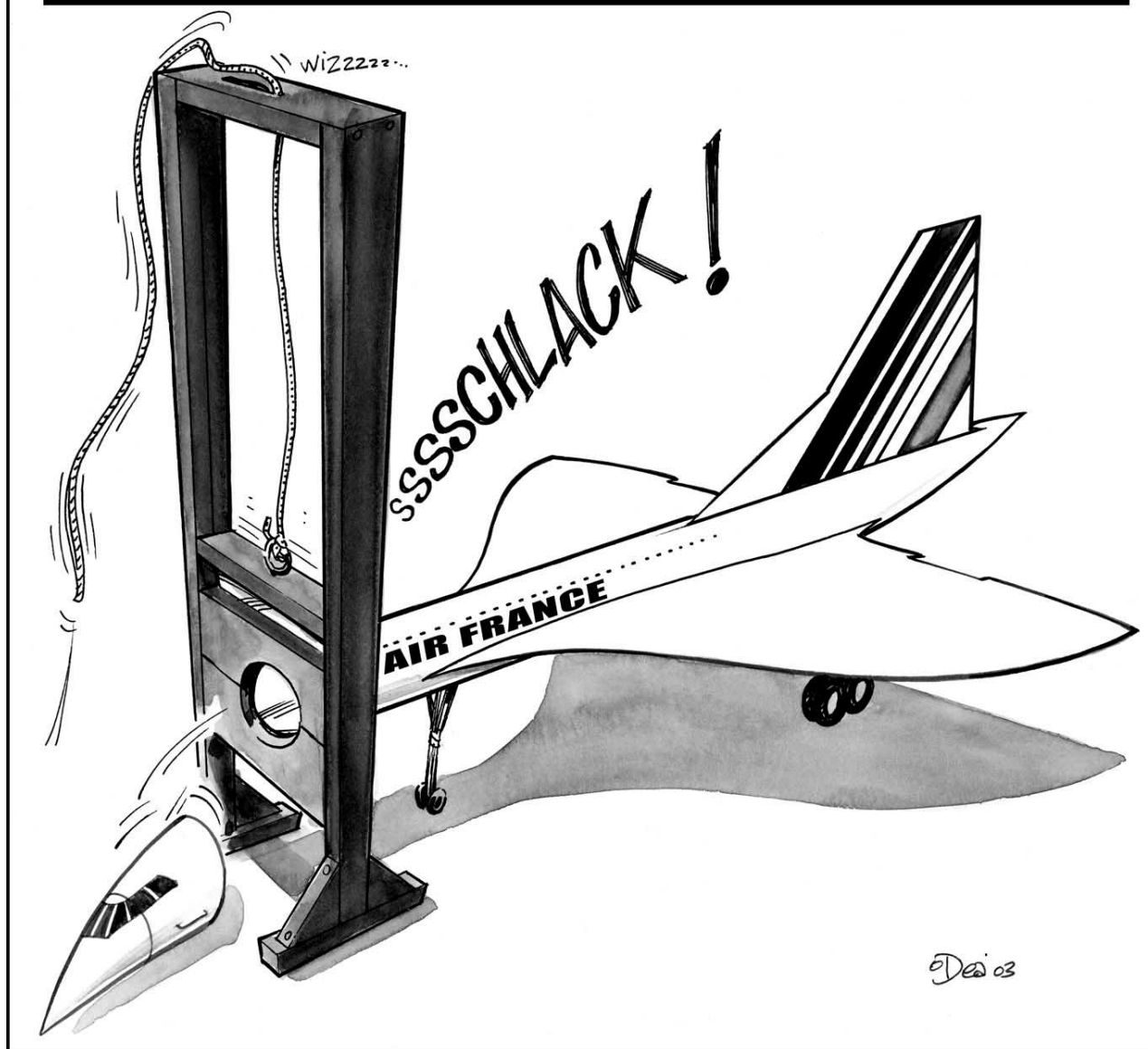
Pourquoi avons-nous si peur du SRAS ? Parce que, contrairement à la grippe, une ennemie bien connue, le nouveau virus est, précisément, nouveau. Devant lui, nous avons perdu nos repères habituels. Mais même si les chercheurs n'ont pas encore cerné le virus, il n'est pas, pour autant, un pur inconnu. Depuis novembre, les spécialistes observent trois constantes : un, le virus est concentré en Chine. Deux, sa contagiosité est relativement limitée. Trois, il peut tuer un certain nombre d'individus âgés et vulnérables. Rien donc de catastrophique ni de particulièrement terrifiant.

Mais les nouveaux virus suscitent toujours des craintes. Rappelez-vous de l'apparition du sida, au début des années 80. Quatre groupes avaient été déclarés à risque : les hémophiles, les homosexuels, les héroïnomanes et les Haïtiens. Des gens étaient paniqués à l'idée qu'un chauffeur de taxi d'origine haïtienne puisse transmettre le virus. Le sida suscitait une frayeur sans nom dans la population. Aujourd'hui, dans le réseau de la santé, on s'emploie à faire prendre conscience aux jeunes de l'ampleur du risque qu'ils prennent en ayant des relations sexuelles non protégées. C'est souvent peine perdue, car le sida ne fait plus peur.

Mais le sida a cependant créé un traumatisme permanent chez les autorités de santé publique, qui ont été accusées de négligence à la suite du scandale du sang contaminé. C'est pourquoi les autorités torontoises n'ont pris aucun risque avec le SRAS : dès que la maladie a commencé à se répandre, elles ont édicté la quarantaine. Cette mesure de prudence, qui doit être saluée, a cependant contribué à créer l'impression, au sein de la population, qu'on faisait face à une nouvelle peste, extrêmement contagieuse et extrêmement dangereuse.

Ce qui, de toute évidence, n'est pas le cas.

Arrêt définitif de l'exploitation du Concorde



Patrick Dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

Droits réservés

| D'UN CANADA À L'AUTRE |

L'hyperimpuissance du Canada

Que l'on aime cela ou non, le monde est désormais américain



PAUL WELLS

L'auteur est chroniqueur au National Post.

BIENVENUE, enfin, au nouveau monde. Avec la chute de Saddam Hussein, l'Amérique, et le monde avec elle, entrent non pas dans l'après-11 septembre, mais dans l'après-1989. Entre l'annonce d'une nouvelle ère et son arrivée, il y a

parfois un délai.

La chute de la statue de Saddam est en quelque sorte la suite logique de la chute du Mur de Berlin. Les événements de 1989 et, ensuite, la fin de l'Union soviétique en 1991, ont marqué la disparition du système communiste comme concurrent sérieux à l'hyperpuissance américaine. Les événements de la semaine dernière montrent la détermination et surtout la capacité des États-Unis à imposer leurs valeurs lorsque celles-ci sont contestées trop ouvertement.

Le monde est désormais américain. La reconstruction de l'Irak se fera selon les priorités de George W. Bush ; ce n'est ni Dominique de Villepin ni l'ONU qui infléchiront ses projets, pas plus après qu'avant la guerre.

Et ailleurs ? La Maison-Blanche nous assure que le cas de l'Irak était unique. Or, si d'autres pays déplaisent, ils deviendront sans doute uniques eux aussi... La régime el-Assad en Syrie survivra si celui-ci ne menace pas trop les peuples syriens ou américains ; si la Maison-Blanche décide d'en finir avec Assad, une guerre ne devrait tarder ni durer. C'est justement en reconnaissant cette évidence que le président syrien pourra choisir un sort moins violent.

Les répercussions de cette unipolarité sont énormes, complexes, imprévisibles. Jacques Chirac a beau être populaire, il s'opposait à la guerre en partie parce qu'il jouait un grand jeu européen qui évolue, de son point de vue, très mal : ou bien l'Union européenne accueille les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est devenues autant de chevaux de Troie pro-américains ; ou bien on se limite à une Union européenne occidentale, la « Vieille Europe » selon Donald Rumsfeld, qui n'aura jamais le poids démographique ni militaire pour servir de contrepoids à l'hyperpuissance américaine. En Turquie, en Corée, en Israël, en Pologne, des dirigeants sérieux se posent de sérieuses questions sur les conséquences de la nouvelle donne stratégique.

Et le Canada dans tout ça ? Jolie question. Il ne faut pas espérer que Jean Chrétien pèse trop dans l'élaboration d'une pensée ou d'une diplomatie nouvelle pour le 21^e siècle. Sa performance depuis un an dans le dossier des relations avec les États-Unis est marquée par l'improvisation et un refus obstiné de penser plus loin que demain matin. Il a rejeté toute question sur une guerre en Irak comme hypothétique ; aujourd'hui, il se sert de la même tactique lamentable pour rejeter toute question sur l'après-guerre. Les candidats à la direction libérale pensent peut-être des choses intéressantes au sujet du Canada dans le monde, mais ce n'est certainement pas la course au leadership qui encouragera un débat sérieux à ce sujet. Il n'y a presque aucun peuple au monde plus nombriliste que le peuple canadien. La politique étrangère pèse autrement moins lourd dans nos débats politiques que dans ceux des Américains. Paul Martin, John Manley et Sheila Copps causeront



PHOTOTHÈQUE, La Presse

« La performance de Jean Chrétien depuis un an dans le dossier des relations avec les États-Unis est marquée par l'improvisation et un refus obstiné de penser plus loin que demain matin », estime l'auteur.

santé et éducation, comme s'ils se disputaient la direction du Parti libéral du... Québec !

L'opposition parlementaire ? Lamentable. Fait peu remarqué, la retraite de Joe Clark dans quelques semaines marquera le départ du seul député d'opposition qui a déjà servi comme ministre fédéral. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, le gouvernement fédéral se trouvera en face d'une opposition qui n'a aucune expérience vécue du gouvernement au niveau fédéral. Bien des députés alliés et bloquistes connaissent à peine le Canada ; oublions le monde.

En dépenses militaires, que ce soit pour le maintien de la paix ou pour toute autre mission, le Canada est loin derrière d'autres pays de taille et de richesse comparables. Ceux qui préfèrent le pain à la guerre seront gênés d'apprendre qu'en matière d'aide humanitaire aussi, le Canada pèse peu dans le monde.

Le « non » canadien aux guerres américaines plaît peut-être à notre orgueil, il reste que nous nous sommes privés des moyens pour proposer une solution valable. Le Canada de Lester Pearson savait se faire écouter ; le Canada d'aujourd'hui ne sait que gueuler. Sur le plan militaire, diplomatique et, surtout, intellectuel, nous nous sommes désarmés. La montée de l'hyperpuissance américaine consacre l'hyperimpuissance du Canada.

À votre tour

Pauvres par choix?

BRUNO JODOIN

L'auteur est un Lavallois.



LES MÉDIAS nous parlent régulièrement de l'état de la pauvreté au Canada et surtout au Québec. Lobbies et associations de toutes sortes contre la pauvreté nous démontrent

sans arrêt que ça empire d'année en année.

Je désire vous raconter ma petite histoire personnelle. À 42 ans, ma mère perdait son mari subitement et se retrouvait seule avec quatre enfants âgés entre 6 et 13 ans. Nous étions déjà, avant la mort de mon père, près du seuil de la pauvreté, mais là, c'était le summum. Elle s'est retrouvée mère monoparentale (c'est le mot magique de nos jours pour désigner la pauvreté.) sans une centime, sans assurances et sans aucune rente que ce soit.

Elle est retournée sur le marché du travail et, après maints efforts, elle a décroché un emploi dans une résidence pour personnes âgées. Elle servait les repas aux bénéficiaires et faisait divers travaux. Ce n'était pas des plus rémunérateurs et des plus intéressants mais elle avait un emploi.

Malgré son travail, nous étions pauvres. Les seuls loisirs que nous avions étaient une balle de tennis, dénuée de son duvet, avec laquelle nous pouvions jouer dans la ruelle, ainsi qu'un téléviseur 24 pouces noir et blanc. Pas de patins, pas de bicyclettes, pas de vacances l'été, pas de cadeaux à nos anniversaires, ni à Noël, sauf quelques fois, où nous pouvions recevoir un jeu de société pour toute la famille.

Je me vois encore, en pleine canicule, les doigts accrochés au grillage extérieur de la clôture, à la piscine municipale près de chez nous, à regarder mes amis s'amuser dans l'eau. Il n'en coûtait que 25 cents pour y être admis, mais ma mère n'avait pas les moyens. Je me rappelle aussi une fois, en hiver, où nous devions dormir avec une tuque parce qu'elle n'avait pas l'argent nécessaire pour acheter de l'huile à chauffage.

Les plus jeunes portaient les vé-



Bruno Jodoin, photographié devant l'immeuble qu'il habitait lorsque la situation financière de la famille ne laissait place à aucun luxe.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse©

tements défraîchis des plus vieux et, durant plusieurs hivers, j'ai dû porter les collants de ma sœur aînée, en-dessous de mes pantalons, pour remplacer les combinaisons que ma mère ne pouvait me payer.

Nous en avons souffert de cette pauvreté, mais nous n'avons jamais souffert de faim.

Le réfrigérateur était toujours plein, nous ne partions jamais le ventre creux à l'école.

Après que ses enfants soient partis un à un, elle a continué à travailler, jusqu'à l'âge respectable de 72 ans, au même endroit. Elle a même réussi à se mettre un petit magot de côté. « Pour mes vieux jours », disait-elle. Aujourd'hui, à 80 ans, elle demeure dans une résidence très chic de Montréal, ses enfants sont tous bien placés et aucun d'eux n'est plus pauvre.

■ ■ ■

De nos jours, la pauvreté est bien différente, ces « pauvres » ont tous, ou presque, le téléphone avec tou-

tes les options, le téléviseur 28 pouces et plus, un magnétoscope, le Nintendo, le câble, l'ordinateur avec Internet (subventionné par le gouvernement), fument la cigarette, consomment de la boisson, achètent du rêve (loterie), dans bien des cas ont même une automobile et j'en passe. C'est sûr que lorsque tu as fini de payer tout ça, il n'en reste plus épais pour la nourriture. On leur donnerait des coupons à échanger contre de la nourriture, et ils trouveraient le moyen de les vendre pour se payer du luxe.

Certains diront que je suis déconnecté de la réalité, mais je sais de quoi je parle car j'ai possédé un immeuble à revenus (7 logements) pendant 12 ans dans un quartier plus ou moins défavorisé. J'en ai vu passer des gens dans le besoin, qui ne manquaient de rien, à part bien sûr de nourriture. De plus, ils ont tous et toutes une bonne raison pour ne pas travailler : « Y'a pas de job ! », « Je veux élever mes enfants... », « Ma mère est malade »,

etc. Eh oui ! il y en a une qui m'a dit cela : « Je dois m'occuper de ma mère malade. »

On dit que c'est un problème de société, que ce n'est la faute ni de la mère ni du père, c'est la faute de la société, alors plein d'organismes veulent les aider et demandent de plus en plus d'argent aux gouvernements, mais on ne les aide pas vraiment, on les entretient.

J'en entends me parler de préjugés, mais ce n'est qu'une minorité qui subissent ces préjugés. Tout le monde sait très bien que la majorité est là par choix et qu'on préfère jouer à l'autruche. « On ne devient plus en plus pauvre par choix », me dirait-on. Bien sûr, mais c'est par choix qu'on décide de s'en sortir.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Jodoin recevra une copie laminée de cette page.

Une vérité de « la Police »

JACQUES CHEVALIER

L'auteur demeure à Montréal.

JE CONSTATE ce matin (19-03-03) que des brigands m'ont soulagé de mes quatre enjoleurs de roue (quelque 300 \$). En bon citoyen, je me rends, pour faire rapport, au poste de quartier de la police de Montréal (poste 44, Rosemont-Petite-Patrie). J'y apprendrai, de la bouche fonctionnarisée du préposé, qu'un éventuel rapport sur un tel délit, si ce n'est pour une réclamation aux assurances, resterait dans « un tiroir de statistiques et ne serait l'objet d'aucune enquête ni mesure de surveillance spéciale ».

Les polices, d'assurance ou de quartier, c'est toujours aux frais des consommateurs, quelle que soit la franchise. C'est une question de convention entre le payeur et le payé.

Alors, bravo ! et bienvenue aux malfaiteurs, particulièrement sur la rue Laurier Est. Vous ne risquez pas d'être dérangés. C'est une vérité de « la Police ! »

Responsabilité sociale

MONIQUE DESLAURIERS

HIER SOIR, en zappant, je suis tombée par hasard sur l'émission « Sexe et confiance » à TQS. Le sadisme sexuel était le thème à l'honneur. Je n'en croyais pas mes yeux. Je ne croyais pas qu'on irait jusque là !

Il y a eu d'abord deux homosexuels cuirassés et masqués de cuir qui s'insultaient des sentiments de peur et de souffrance en guise de plaisir. « Le soumis » avait un anneau autour du cou, une barre de métal qui normalement serait destinée à étouffer, à tuer. Ensuite, une femme coiffée d'une cagoule s'est mise à genoux et a reçu des coups de fouet lui zébrant la peau (gros plan sur la peau meurtrie). Pendant que l'animatrice et la propriétaire d'un club sado-maso regardaient tout ça, cool, cool comme devant une tasse de thé. Comme si cette violence était affaire tout à fait ordinaire, de jouissance, un simple jeu de couple.

Eh bien ça suffit ! À cela ajoutez les films de gangstérisme que diffuse TQS à toutes les heures. Présentés comme un divertissement ordinaire aussi. Comme si le menu quotidien du sang qui gicle de toute part n'avait pas d'influence sur les éléments les plus sensibles de la société qui perçoivent dans les modèles héroïques du cinéma une invitation à la délinquance. Comment se surprendre que les rangs des gangs de rue augmentent ?

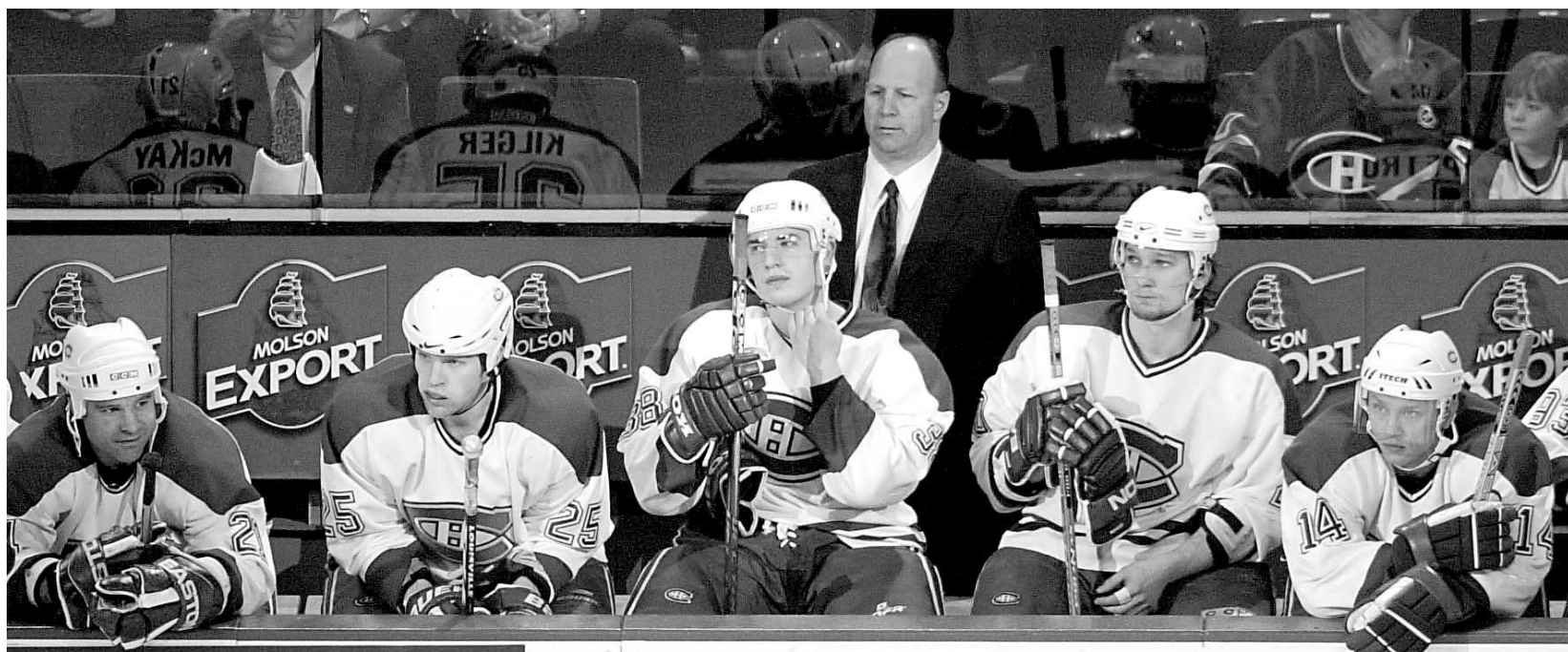
La violence comme modèle

Il y a un danger à trop galvauder les messages de brutalité à l'écran (ou dans l'information). Rocco Sciarone, sociologue et chercheur à l'Université de Turin, écrit que « la violence érigée comme modèle ouvre la porte à la criminalité et affaiblit progressivement les barrières culturelles et sociales qui entourent les tabous de l'assassinat. Car l'éventualité de tuer ou d'être tué commence ainsi à entrer dans les composantes possibles du destin individuel en engendrant des phénomènes importants de déracinement et de désintégration socioculturels ». La barrière à ne pas franchir est plus fragile qu'on ne le croit.

Un média a une responsabilité sociale, des devoirs moraux, ce n'est pas seulement un outil de profits. Il faudrait imposer des limites déontologiques à TQS, comme aux autres diffuseurs d'ailleurs, chez qui une certaine recette de cuisine s'est aussi malheureusement généralisée. Il est urgent que nous ayons une discussion collective sur le rôle des médias dans notre société.



« Il est urgent que nous ayons une discussion collective sur le rôle des médias dans notre société », écrit l'auteur.



Psychodrame national



MARC DOUCET

L'auteur est un psychologue montréalais.

LA SAGA du Canadien se poursuit toujours. Cette fois-ci, c'est la récente série d'insuccès de l'équipe et son absence des séries éliminatoires qui servent de toile de fond au psychodrame habituel. Il est certain que le déboire persistants de notre club jettent un ombre plutôt gênant sur notre sport national.

Mais plus que les déboires de l'équipe, c'est l'attitude du public qui attire l'attention et laisse songeur. Une fois de plus la réaction du public et des médias atteint un autre sommet, alors que l'équipe est passée dans le tordeur et reçoit des critiques massives. L'intensité atteint de si hauts niveaux qu'on peut commencer à s'interroger sur cette relation si particulière qu'entretient le public avec son club fétiche.

On parle souvent de cette fameuse pression additionnelle de jouer à Montréal. C'est un facteur qu'il ne faut pas négliger. En fait il est évident que l'environnement a un impact sur le rendement de

l'équipe. Les joueurs n'osent pas l'admettre, de peur de représailles, et les médias sont un peu complices de cette situation. Le blâme et la critique prennent une ampleur remarquable et maintiennent un climat malsain. La pression crée un stress qui mine la confiance des joueurs et affecte leur rendement. On constate même parfois d'autres symptômes plus inusités, blessures fréquentes, maladies, somatisation.

En fait le public semble incapable de tolérer l'échec et de supporter l'équipe dans les moments difficiles. On ne s'y identifie plus car les joueurs perdent et il perd car on ne s'y identifie plus. On les rejette donc. On se cherche même une tête de turc, qu'on se plaît à attaquer, qu'on aime haïr. Certains matchs deviennent des séances de défoulement collectif. On semble parfois éprouver plus de plaisir à voir perdre l'équipe que gagner, comme si c'était maintenant ça le véritable désir.

D'ailleurs, on remarque deux

conduites spécifiques de la part du public face aux joueurs. Dans la défaite on les dévalue à outrance. Et dans la victoire, ce n'est guère mieux, on les idéalise, on en fait alors des héros, soudainement les objectifs deviennent démesurés, et on prépare la parade de la coupe Stanley. Mais dans les deux cas, il s'agit de réactions excessives et infantiles, qui rajoutent de la pression. Ça ressemble à une relation amour-haine.

On semble avoir développé une dynamique pathologique avec notre club et maintenir un *patern* malsain qui entretient le problème. On semble incapable d'offrir un milieu sain et stable, favorable au développement et à l'épanouissement. On oublie l'importance d'un support continu, surtout en période difficile.

Avec toute cette culture de hockey qu'on se targue de posséder, il semble que l'on pourrait faire preuve de plus de maturité face à la situation. Facile d'hériter d'une tradition gagnante, plus difficile de l'entretenir et encore plus de la rebâtir. Malgré tout, c'est cette pé-

Difficile de bien cerner tous les méandres de notre psyché sportive en regard du Canadien

CHEVROLET

Une offre intéressante sans intérêt.

60 MOIS SANS INTÉRÊT*



CLIMATISEZ
À VOLONTÉ

CLIMATISEUR À NOS FRAIS

OU CRÉDIT ÉQUIVALENT*

0% À L'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS*

0\$ À LA LOCATION
GM paie la 1^{re} mensualité**
et le dépôt de sécurité***



Cavalier VLX 4 portes avec climatiseur à nos frais*

Modèle redessiné (intérieur et extérieur), plus grande maniabilité, moteur 2,2 litres ECOTEC de 140 HP à DACT, boîte automatique 4 vitesses, banquette arrière rabattable divisée 60/40, dispositif antivol, deux sacs gonflables à l'avant, climatiseur, vitres, portes et miroirs à commandes électriques, téléverrouillage des portes, radio AM/FM stéréo avec lecteur CD, aileron arrière, moulures latérales de la couleur de la carrosserie

Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise

198 \$/mois**

	MENSUALITÉ	COMPTANT
	(ou échange équivalent)	
LOCATION 48 MOIS	264 \$	0 \$
	198 \$	3136 \$

Cavalier VL 4 portes avec crédit climatiseur*

Modèle redessiné (intérieur et extérieur), plus grande maniabilité, moteur 2,2 litres ECOTEC de 140 HP à DACT, boîte manuelle Getrag 5 vitesses, banquette arrière rabattable divisée 60/40, dispositif antivol, roues de 14 po, deux sacs gonflables à l'avant

Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise

168 \$/mois**

	MENSUALITÉ	COMPTANT
	(ou échange équivalent)	
LOCATION 48 MOIS	209 \$	0 \$
	168 \$	1949 \$



Vos concessionnaires



du Québec

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2003 en stock suivants : Cavalier VLX (1JG69/15B, AXD, C60, T43) et Cavalier VL (1JG69/87A). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais réels à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. * Offre valide en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 2 juin 2003. S'applique à l'achat ou à la location. Le climatiseur doit avoir été installé en usine sur le véhicule en stock ou un crédit de 989 \$ sera offert. La taxe d'accise applicable au climatiseur est à la charge du consommateur. ** Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour des termes allant jusqu'à 60 mois. *** Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. *** À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent (voir tableaux). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c/km après 80 000 km. * Les mensualités à la location tiennent compte des crédits applicables. L'offre de financement à l'achat et celle du climatiseur ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupés, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf G6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiploce et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas non plus aux Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

Les Hongrois disent oui à l'Union européenne : faible participation

Agence France-Presse

BUDAPEST – Les électeurs hongrois ont voté hier à une écrasante majorité en faveur de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne dans un référendum marqué par une participation nettement plus faible que prévue.

Quelque 83,8 % des Hongrois ont dit « oui » à l'entrée de leur pays dans l'UE, selon un décompte officiel portant sur 99 % des suffrages. Le « non » recueille 16,2 % des voix.

« Aujourd'hui les citoyens hongrois ont donné le mandat au gouvernement de signer l'accord à Athènes », a déclaré le premier ministre social-démocrate, Peter Medgyessy, dans un discours à Budapest. « Merci la Hongrie, bienvenue l'Europe », a-t-il lancé, alors que des feux d'artifice retentissaient au centre-ville de la capitale hongroise où des milliers de personnes s'étaient rassemblées au bord du Danube.

Le « oui » des Hongrois dans ce référendum va permettre au gouvernement de signer un traité d'adhésion le 16 avril à Athènes, pour une entrée dans l'Union européenne en 2004.

Mais la faible mobilisation des Hongrois a jeté une ombre sur l'écrasante victoire des pro-européens. Moins d'un électeur sur deux a exprimé son opinion dans ce scrutin qui se tenait exceptionnellement un samedi, alors que les Hongrois votent traditionnellement le dimanche.

« Il ne suffit pas de dire oui en principe à l'adhésion, il faut le faire clairement », avait lancé M. Medgyessy en invitant les Hongrois à participer en masse à l'élection. Le taux de

participation s'est élevé à 45,6 % alors que le gouvernement et les sondages prévoient 70 % de votants.

L'ensemble de la classe politique hongroise, à l'exception de l'extrême droite non représentée au Parlement, avait pourtant appelé les électeurs à approuver massivement l'entrée de leur pays dans l'UE.

L'opposition a profité de la faible participation pour critiquer l'action du gouvernement. « L'amateurisme de la coûteuse campagne de communication des socialistes (pour convaincre les Hongrois d'approuver l'adhésion) a abouti au taux de participation le plus bas parmi les référendums d'adhésion des pays européens depuis 30 ans », a critiqué Jozsef Szajer, vice-président du parti conservateur Fidesz.

Ce parti avait pourtant entretenu l'ambiguïté durant la campagne en soulignant les risques d'une entrée dans l'UE, tout en appelant la population à dire « oui », qualifiant l'adhésion de « mariage forcé ».

Lors d'un référendum sur l'adhésion à l'OTAN en 1997, la participation avait aussi été décevante, atteignant 49 %, alors que le « oui » l'avait largement emporté avec 85 % des suffrages exprimés.

Le « oui » massif des Hongrois à l'entrée dans l'UE devrait avoir un effet d'entraînement sur les autres pays candidats d'Europe de l'Est qui doivent encore aller aux urnes, de la Slovaquie en mai à la Lettonie en septembre. Les Slováques avaient déjà approuvé à une majorité écrasante leur adhésion à l'UE, lors d'un référendum recueillant près de 90 % de « oui » le 23 mars.

Malte avait été le premier des 10 pays retenus pour une adhésion en 2004 à approuver l'entrée dans l'UE, à une courte majorité d'environ 54 % des voix lors d'un référendum tenu le 8 mars.

La formation d'un nouveau gouvernement palestinien est à nouveau retardée

Désaccord sur la désignation de trois ministres

d'après AP et AFP

JÉRUSALEM — La formation du nouveau gouvernement palestinien, que Yasser Arafat avait espéré annoncer hier, a été encore retardée par d'importants désaccords entre le président de l'Autorité palestinienne et son premier ministre, selon de hauts responsables palestiniens. L'exécutif doit être désigné au plus tard le 24 avril.

Les divergences de vues entre Yasser Arafat et Mahmoud Abbas, plus connu sous le surnom d'Abou Mazen, porteraient sur la nomination des ministres de l'Intérieur, de l'Information et de la Santé.

Ces questions doivent être résolues, car la « feuille de route » en trois étapes pour la création d'un État palestinien à l'horizon 2005 exige la formation d'un gouvernement palestinien crédible, afin que les troupes israéliennes se retirent de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Yasser Arafat entend que le ministre de l'Intérieur soit issu de la direction du Fatah, tandis qu'Abou Mazen préférerait nommer l'ancien chef de la sécurité à Gaza, Mohammed Dahlan, qui n'appartient pas à la principale composante de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Il voudrait en outre remplacer Yasser Abed Rabbo, à l'Information, et Intisar Al-Wazir, à la Santé.

Le comité central du Fatah devait se réunir aujourd'hui avec Abou Mazen et Arafat. « Les consultations continuent et nécessitent quelques jours supplémentaires », a déclaré Nabil Abou Rdeneh, conseiller de Yasser Arafat.

Pendant ce temps, le chef de cabinet du premier ministre israélien, Ariel Sharon, Dov Weisglass, est parti hier pour Washington en compagnie de responsables militaires et des Affaires étrangères afin de discuter de la feuille de route avec des responsables américains, selon la radio israélienne.

La délégation présentera une liste de 15 points de désaccord avec ce plan. Israël veut notamment que la mise en oeuvre des différentes phases du plan soit soumise non pas à un calendrier préétabli, mais aux résultats, selon le quotidien *Haaretz*. En outre, la création d'un État palestinien dépendrait de l'élimination préalable des milices palestiniennes, et les États-Unis seraient chargés de la supervision du processus, non le quatuor USA, Union européenne, Nations unies et Russie. Washington a pourtant refusé d'avance de modifier la feuille de route.

Le président George W. Bush a réaffirmé mardi, lors d'une conférence de presse avec le premier ministre britannique, Tony Blair, que le plan du quatuor serait rendu public dès qu'Abou Mazen aurait formé un gouvernement.

Sur le terrain, la violence continuait hier. À Dahariya, en Cisjordanie, les soldats israéliens ont tué par balles un Palestinien qui leur jetait des pierres pendant une opération de recherches, selon des témoins. L'armée a arrêté dans la nuit en Cisjordanie cinq Palestiniens recherchés pour implication dans des attaques anti-israéliennes, selon un porte-parole.

Le régime civil du Nigeria attend le verdict des urnes

d'après AP et AFP

LAGOS, Nigeria — Violences, manoeuvres d'intimidation et averses ont perturbé le déroulement des législatives au Nigeria hier mais la participation s'annonçait satisfaisante pour ce scrutin considéré comme un test pour le gouvernement civil, une semaine avant la présidentielle.

« Il y a eu une participation massive » au niveau national, a déclaré un porte-parole de la Commission nationale électorale indépendante du Nigeria (INEC), Steve Osemeke. Les premiers résultats ne sont pas attendus avant ce matin.

Mais le scrutin a été fortement retardé dans deux villes du sud-est, Warri et Awka, situées dans des régions sensibles, tandis qu'il n'y a pas eu d'élections dans l'État d'Enugu (sud-est), selon des sources diplomatiques, faisant craindre des manipulations.

Quelque 61 millions d'électeurs étaient appelés à désigner parmi 3000 candidats leurs 469 représentants aux deux Chambres, mais selon Ifeanyi Enwerem, directeur du Centre catholique pour la justice, le développement et la paix, jusqu'à un tiers des électeurs potentiels ont été empêchés par la

Commission électorale de s'inscrire sur les listes. Le Nigeria est le plus peuplé des pays d'Afrique, avec 126 millions d'habitants.

Ces législatives sont les premières depuis 1999, où le régime militaire avait organisé le vote. Les précédentes tentatives d'élections démocratiques organisées par des civils avaient été sabordées par des putschs. Le scrutin d'hier est important dans la perspective de celui du 19 avril, qui verra le président Olusegun Obasanjo, ancien dirigeant militaire, affronter 19 autres candidats.

Des violences ont été signalées en plusieurs endroits hier. Elles ont fait au moins quatre morts, dont deux policiers, selon des témoins. Des accrochages se seraient notamment produits dans l'Est, à Port Harcourt, ainsi que dans le delta du Niger, d'où provient la majeure partie du pétrole du Nigeria.

Les affrontements politiques, ethniques ou religieux ont fait plus de 10 000 morts depuis l'élection en 1999 du président Obasanjo, après 15 ans de dictature militaire. Les combats de ces dernières semaines entre les troupes gouvernementales et des militants ethniques ont tué une centaine de personnes et réduit de 40 % la production de pétrole.